

Diagnostic social de territoire

Rapport synthétique



BUGEYSUD
Communauté de communes

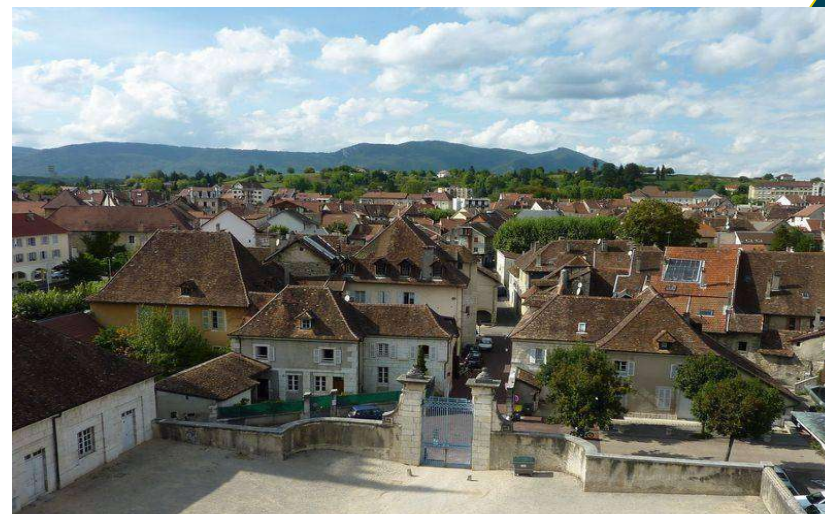
Introduction

La Communauté de communes Bugey-Sud a récemment décidé de réaliser un diagnostic social de territoire.

Les objectifs de la démarche sont les suivants :

- Fournir un portrait social de territoire pour mieux connaître les besoins de la population et cartographier les réponses existantes
- Aider à définir son rôle en matière sociale et de santé
- Alimenter une future politique sociale et accompagner la révision des statuts de la Communauté de communes Bugey-Sud
- Affiner, prioriser et organiser dans le temps le plan d'actions de la C.T.G 2025-2029
- Aider à la prise de décision concernant la mise en place d'un règlement d'attribution des subventions dans le domaine social, au déploiement d'un dispositif social d'accès à l'eau et à la pérennisation de ses actions actuelles (notamment actions d'intégration des primo arrivants, actions santé-environnement, prévention des addictions, santé mentale...)
- Aider à la prise de décision quant à la nécessité ou non de déployer de nouveaux dispositifs en matière de santé
- Accompagner l'écriture des enjeux transversaux à d'autres politiques publiques (projet alimentaire, projet culturel ...)

La Communauté de communes Bugey-Sud a décidé de se faire accompagner par Adelia Conseil, bureau d'études spécialisé dans l'analyse des besoins sociaux et les démarches C.T.G.



Contexte du diagnostic

Bugey-Sud est une communauté de communes qui se situe au nord-est de la région Auvergne-Rhône-Alpes et au sud-est du département de l'Ain et bénéficie d'une position géographique singulière au centre du triangle Lyon/Genève/Sillon alpin. Dominé par le Grand Colombier, dernier grand sommet du Jura (1 534m) et bordé par le fleuve Rhône, le territoire constitue un trait d'union avec les départements de l'Isère et de la Savoie.

Bugey-Sud est un territoire à dominante rurale fortement polarisé par Belley et avec une population vieillissante. 39 communes sur 41 ont moins de 1500 habitants, avec deux unités urbaines : Belley (9 207 habitants) et Culoz-Béon (3 426 habitants), ainsi que quatre pôles secondaires dotés de commerces et de services. Le type d'habitat reste dominé par la maison individuelle.

La Communauté de communes Bugey-Sud est actuellement signataire d'une Convention territoriale globale (C.T.G) avec la Caf et cinq communes ou regroupements de communes du territoire, pour la période 2021-2024. En 2021, dans la continuité des C.E.J (Contrat enfance jeunesse), la C.T.G avait permis de maintenir les financements de la Caf auprès des communes et structures de la petite enfance, l'enfance, la jeunesse et la vie sociale des communes du S.I.V.O.M du Valromey, de Culoz-Béon, de Ceyzérieu, d'Artemare, et de Brégnier-Cordon. Le plan d'action élaboré avait également permis de franchir une première marche d'un projet social de territoire, en prenant en compte les enjeux autour de la petite enfance, de l'enfance/jeunesse, de la parentalité, de l'accès aux droits et aux services de la vie sociale et du logement.

La nouvelle C.T.G prévue pour la période 2025-2029 prévoit un plan d'action qui sera complété et précisé à l'issue du diagnostic social de territoire mené en 2025.

Objectifs de la démarche



BUGEYSUD
Communauté de communes

1

Disposer d'un
diagnostic de territoire
solide, partagé et
concerté

2

Identifier les enjeux et
les axes stratégiques
futurs

3

Apporter
un outil d'aide à
la décision

Organisation du diagnostic



Phase 1

L'analyse quantitative

- Portrait statistique : "*Le Grand Livret Social d'Adelia*"
- Analyse et diagnostic des documents et textes cadres de la politique sociale et intercommunale



Phase 2

Les approfondissements qualitatifs

- Groupes de travail en présence des acteurs et professionnels clés du territoire (x6)
- Questionnaire à destination des élus
- Réunions de concertation : comprendre les besoins de la population (x4)
- Elaboration et traitement d'une enquête à destination des habitants et des jeunes
- Ecriture du rapport de diagnostic



Phase 3

Travail autour des préconisations

- Réunion de travail concerté - imaginer l'avenir de manière partagée
- Ecriture des préconisations et du plan d'action du projet social intercommunal

Janvier - Mars

Avril - Juillet

Août - Novembre

Sommaire

Les conclusions croisées	p8
Données de cadrage	p8
Petite enfance	p11
Enfance	p16
Jeunesse	p19
Soutien à la parentalité	p25
Seniors	p28
Emploi - Insertion-socioprofessionnelle	p31
Accompagnement des publics dits fragiles- Niveaux de vie	p34
Focus mobilité	p37
Focus santé	p38
Focus publics primo-arrivants	p41
Accès aux droits et à l'information	p43
Logement	p45
Animation de la vie locale	p48

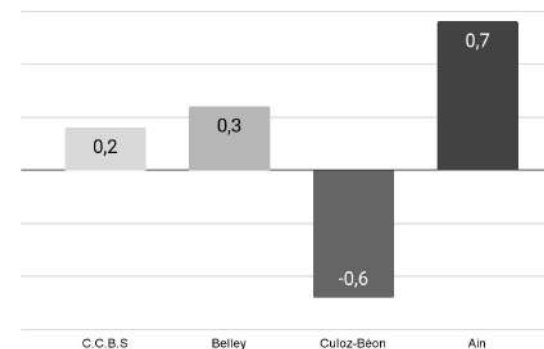
Un territoire dynamique démographiquement

- Ces dernières années, une hausse de la population en moyenne chaque année est visible (+0,2%)
 - Le dynamisme démographique intercommunal semble se concentrer dans la partie sud du territoire
- L'augmentation de la population peut être totalement attribuée à un solde entrées sorties annuel moyen positif, à hauteur de +0,3%
 - Cela signifie que le territoire compte plus d'arrivées que de départs
- A contrario, le territoire intercommunal connaît un solde naturel négatif
 - Cela signifie qu'il y a légèrement plus de décès que de naissances au sein de la Communauté de communes Bugey-Sud
 - Le solde naturel est toutefois plus fort dans la partie sud du territoire, dont le dynamisme démographique plus important semble en grande partie dû à un solde naturel plus élevé
- Dans ce cadre, ces dernières années, on notera le fait que le taux de natalité sur le territoire est plutôt bas (9,4) mais surtout, en baisse de 1,9% sur la période étudiée
 - Tandis que dans le même temps, le taux de mortalité est logiquement plus élevé (10,6) et surtout, en augmentation sur la période (+0,6%)

Une population âgée

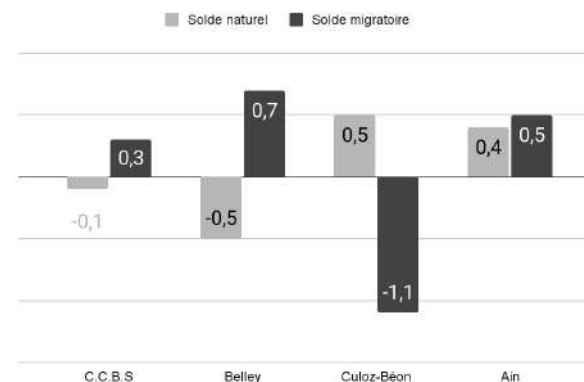
- Dans son ensemble, la population de la Communauté de communes Bugey-Sud est plutôt assez âgée : pour mesurer la jeunesse d'un territoire, nous utilisons l'indice jeunesse (nombre de personnes de moins de 20 ans pour 100 personnes âgées de 60 ans et plus)
 - L'indice jeunesse est de 73, soit 73 jeunes de moins de 20 ans pour 100 personnes âgées de 60 ans et plus
- Le découpage de la population en tranches d'âge nous confirme ainsi les tendances observables
 - La tranche d'âge la plus importante est celle des 45-59 ans
 - La deuxième tranche la plus présente est celle des 60-74 ans

Taux de variation annuel moyen de la population (2015-2021)



Source : INSEE

Evolution annuelle moyenne de la population due au solde naturel et au solde migratoire (2015-2021)

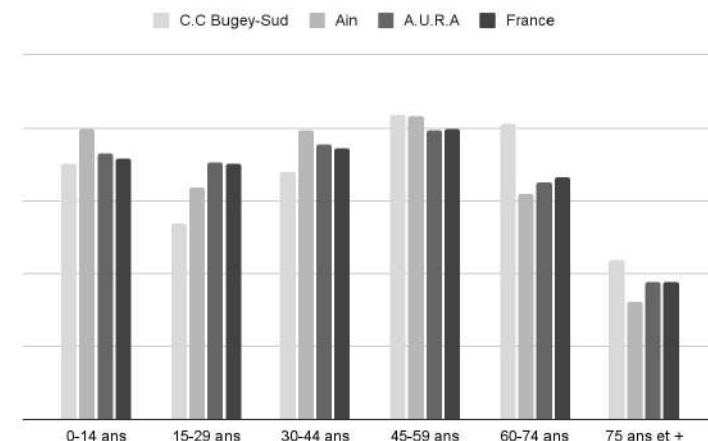


Source : INSEE

Une communauté de communes vieillissante

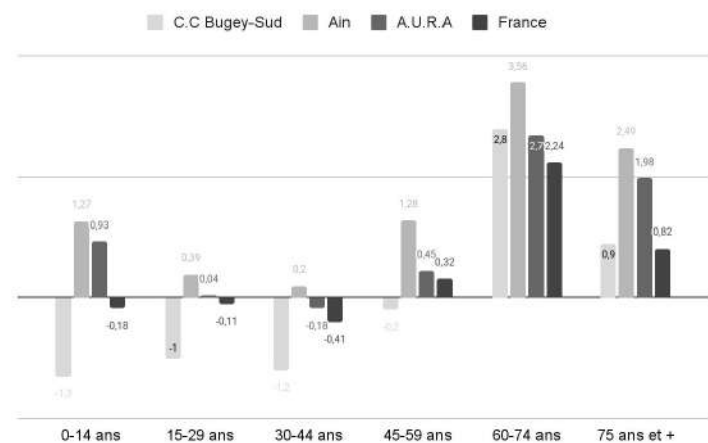
- Les seules tranches d'âge les plus dynamiques démographiquement, c'est-à-dire celles qui ont vu leur population le plus augmenter ces dernières années sont celles qui concernent les 60 ans et plus
 - Dans le même temps, il se peut que l'accroissement du nombre de seniors s'accélère dans les années à venir au regard du poids démographique que représentent les 45-59 ans
 - Notons toutefois que l'accroissement de la population senior est moins fort qu'ailleurs
- Ce qui explique le vieillissement de la population sur le territoire intercommunal, c'est aussi, dans le même temps, la perte de populations jeunes et de familles ces dernières années
 - -1,3% s'agissant des moins de 15 ans par exemple
 - La chute semble similaire s'agissant des 15-29 ans (-1,2%)

Part de la population de chaque tranche d'âge en % (2021)



Source : INSEE

Taux d'évolution de la population de chaque tranche d'âge en % (2015-2021)



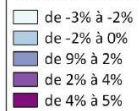
Source : INSEE

Les cartes



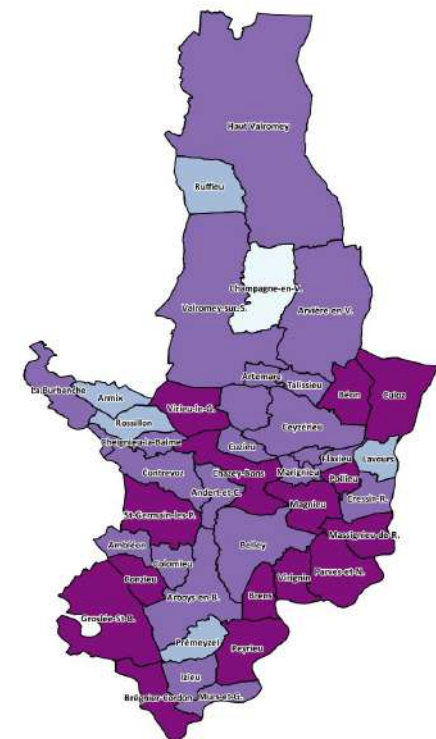
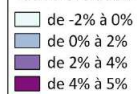
C.C Bugey Sud

Taux de variation annuel moyen de la population (2015-2021)



C.C Bugey Sud

Taux d'évolution annuel moyen de la population dû au solde migratoire (2015-2021)

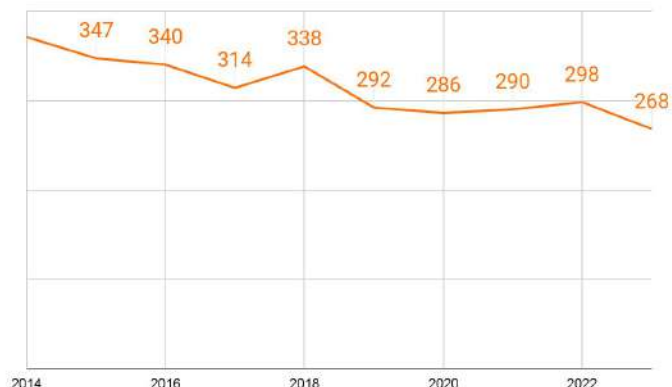


C.C Bugey Sud

Taux d'évolution annuel moyen de la population dû au solde naturel (2015-2021)

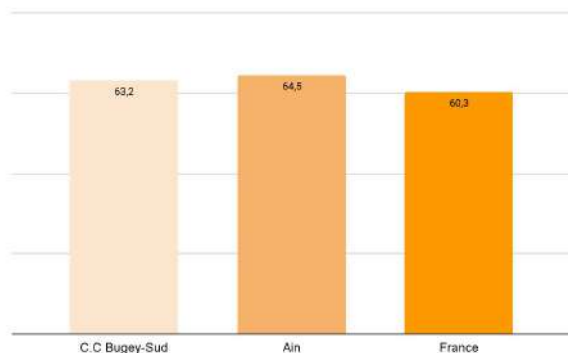


Evolution du nombre de naissances (2014-2023)



Source : INSEE

Taux de couverture global (2022)



Source : Caf

Des jeunes enfants peu présents en proportion

- La part des 0-2 ans en 2021 sur le territoire intercommunal est de 2,7%
 - Une part en baisse de 2,4% depuis 2018 (soit 0,6% par an)
- Si l'on regarde l'évolution du nombre de naissances entre 2014 et 2023, on observe une baisse importante : de 371 à 268 sur la période étudiée
 - D'après nos projections, au regard de l'évolution du nombre de naissances ces dernières années, croisée avec le solde naturel et le solde migratoire (le recul du nombre de familles), 2 scénarios se dessinent :
 - Une baisse continue du nombre de naissances pour atteindre 249 d'ici 2027 (si la part de couples avec enfant(s) continue de diminuer)
 - 263 naissances au mieux d'ici 2027, si cette part ne diminue pas et si le solde migratoire et le solde naturel restent stables

Des besoins en modes de garde qui restent à combler mais une augmentation des capacités visibles au regard de la baisse démographique visible

- Sur le territoire de la Communauté de communes Bugey-Sud, le taux de couverture global est plutôt bon et se situe dans les moyennes de comparaison :
 - Ainsi, pour 100 enfants de moins de 3 ans, on recense 63,2 places
 - Notons toutefois qu'entre 2018 et 2022, le taux de couverture est en progression, passant ainsi de 52,8 à 63,2 (plus de 10 points en 4 ans)
 - Une augmentation surtout visible depuis 2020 (+7,2%)
 - Le principal facteur explicatif étant la baisse du poids démographique que font peser les moins de 3 ans sur les capacités en modes de garde du territoire

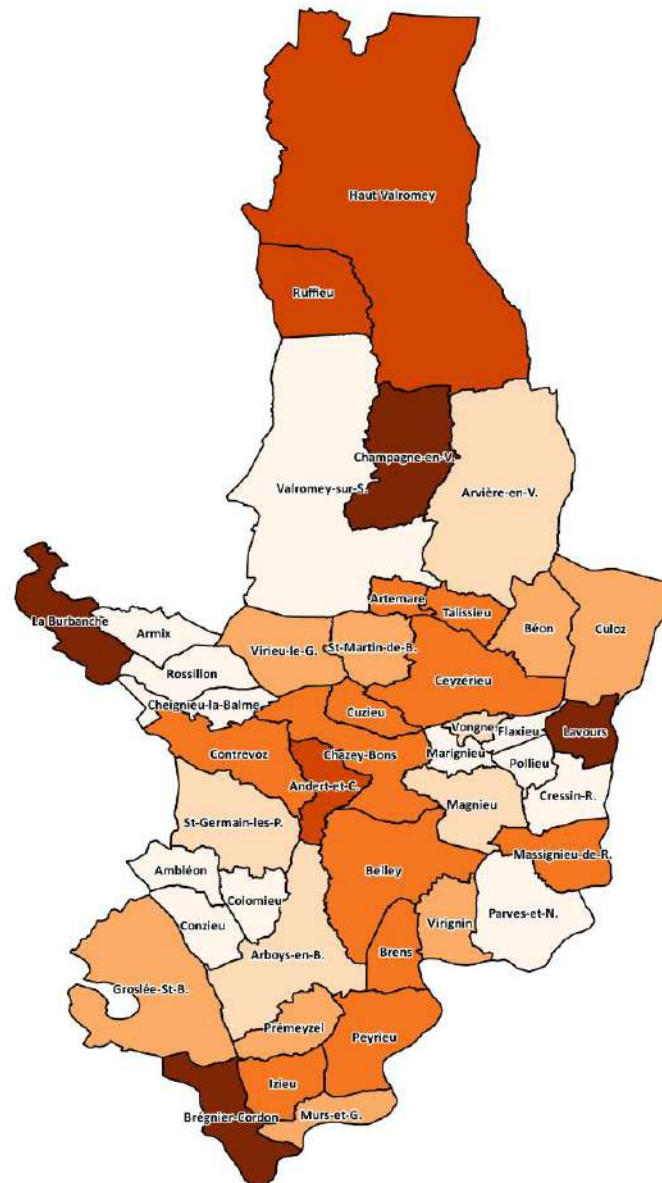
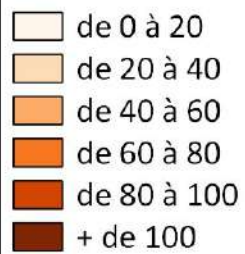
Un territoire contrasté : une offre inégalement répartie

- Globalement, le territoire semble donc relativement bien pourvu en modes de garde
 - Certains secteurs, en particulier l'est du territoire et le *Valromey*, apparaissent comme sous-dotés
 - Les familles ayant répondu à l'enquête et faisant partie de ces zones mettant en perspective des difficultés à acquérir un mode de garde plus que les autres

Les cartes

C.C Bugey Sud

Taux de couverture global (2022)



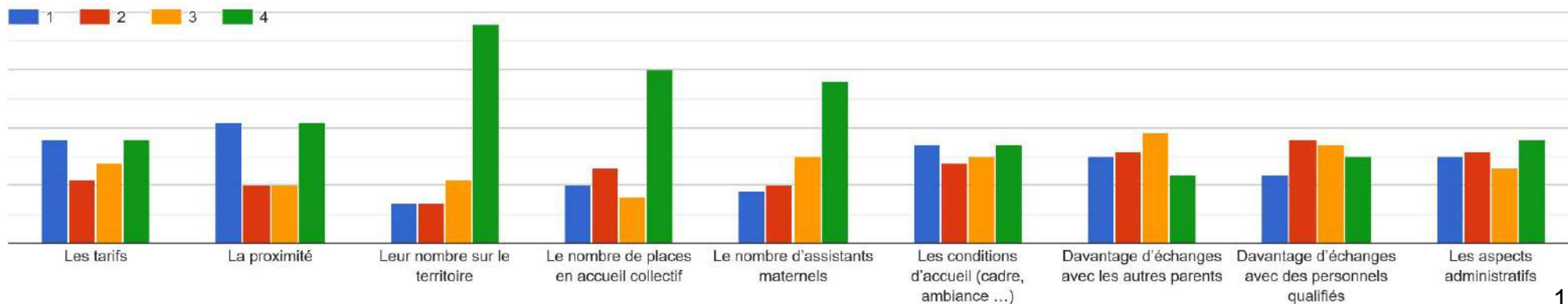
Un accueil individuel, principal pourvoyeur de places sur le territoire, en tension

- Ces dernières années, on assiste à une baisse du nombre d'assistantes maternelles sur le territoire : -3,9% depuis 2018
 - De plus, 33,9% des assistantes maternelles du territoire ont 55 ans ou plus, soit une part importante de professionnelles, proches de la retraite
 - Un aspect légèrement moins visible sur la partie nord du territoire (sur le secteur du R.P.E.I du Valromey) puisque cela ne concerne 'que' 19% des assistantes maternelles
- Non seulement leur nombre sur le territoire se réduit, mais en plus, on devrait assister dans les prochaines années, à une accélération de leur baisse
 - Dans le même temps, il faut noter que les assistantes maternelles du territoire fonctionnent au maximum de leurs capacités sauf rares exceptions

La satisfaction autour des modes de garde ... De la part des familles qui en bénéficient

- Les modes d'accueil des familles du territoire sont pour la grande majorité des répondants, leur premier choix (81% des répondants à l'enquête)
 - La satisfaction quant à ces modes de garde est très positive
- Ce niveau élevé de satisfaction masque toutefois des disparités territoriales
 - Par exemple, dans *le secteur Est - Massif du Grand Colombier*, on note une prédominance de l'accueil familial ou par un assistant maternel, qui reflètent moins un choix de la part des familles (mode de garde davantage subi)
 - À l'inverse, dans *le secteur Centre - Plaine et pôle urbain de Belley*, les réponses se portent en proportion davantage vers les structures collectives, une offre plus fournie et donc, un niveau de satisfaction plus élevé

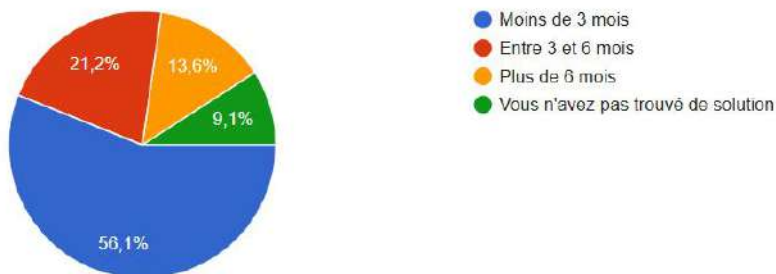
Concernant les modes de garde, qu'est-ce qui pourrait être amélioré ? (Notez chaque proposition de 1 à 4, 1 correspondant à un non-intérêt, 4 comme une approbation)



Un enjeu de coordination territoriale et d'accès à l'information pour les familles en recherche d'un mode de garde

- Les relais petite enfance (R.P.E), jouent un rôle crucial de soutien aux assistantes maternelles, mais leur impact est encore limité à certains secteurs
 - Certaines communes restent encore non-touchées par les actions d'un relais petite enfance (La Burbanche, Andert-et-Condon, Lavours, Premeyzel, Brégnier-Cordon, Murs-et-Gélignieux)
- L'accès à l'information est aussi essentiel pour les familles du territoire :
 - Les délais pour trouver un mode de garde restent malgré tout, relativement courts sur le territoire
 - 56,1% ont trouvé un mode de garde en moins de 3 mois, 21,2% des familles ont mis entre 3 et 6 mois pour en trouver un, 13,6% ont mis plus de 6 mois et seulement 9,1% n'ont pas trouvé de solution
 - Ces délais sont globalement positifs mais varient selon les profils : les familles monoparentales (notamment mères seules) rencontrent davantage de difficultés pour obtenir une place en crèche, particulièrement lorsqu'elles résident en zones plus rurales, notamment vers le *Valromey*
- L'accès à l'information est aussi essentiel pour les professionnelles rencontrées
 - La nécessité de mieux accompagner les projets (nouvelles M.A.M, nouvelles assistantes, innovations de garde) est manifeste dans ce cadre
- D'autre part, la communication sur les dispositifs existants (ateliers, journées parentalité, groupes de parole, P.M.I, P.C.O, etc.) est jugée peu efficace, alors même qu'il y a une forte demande des parents pour des actions collectives autour de la parentalité et autour de la santé des jeunes enfants
- De manière globale, l'accès à l'information en matière de modes de garde sur le territoire est disparate, et peu coordonné
 - Les parents y gagneraient en clarté, si une coordination plus étroite était menée

Dans quels délais avez-vous trouvé votre mode de garde ?



Sectorisation de l'accueil individuel

- Secteur du Valromey et du R.P.E.I P'tit bout de l'Ain
- Secteur de Belley via le conventionnement élargi du R.P.E
- Communes hors R.P.E
- Communes sans accueil individuel



La proximité géographique dans le recherche d'un mode de garde

- Pour 94,1% des répondants, leur mode de garde est situé sur la communauté de communes
 - Pour les autres, leurs modes de garde se trouvent sur le secteur de Yenne ou la Savoie
- Le choix du territoire pour le recours à un mode de garde est donc très important et la plupart des familles recherchent une solution proche de leur lieu de travail (à proximité de Belley) et/ou du domicile

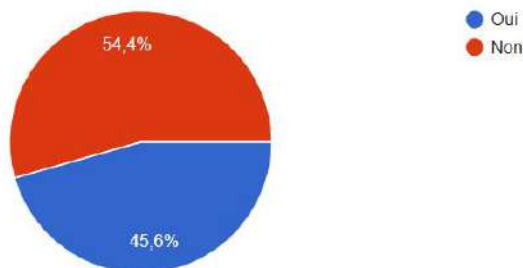
La recherche d'un mode de garde en urgence ... Notamment pour l'accès à l'emploi

- 45,6% des répondants ont déjà été mis(e) en difficulté pour rechercher un mode de garde en urgence et/ou occasionnel : soit près d'une famille sur deux. L'accueil d'urgence et/ou occasionnel est essentiellement demandé, lorsqu'il s'agit d'accéder à l'emploi (54,8%)
 - Ces demandes sont plus importantes au sein des secteurs *Centre - Plaine et pôle urbain de Belley* et *Sud*
- L'accès à l'emploi via un mode de garde d'urgence est un enjeu crucial pour les demandeurs d'emploi (en particulier les femmes isolées)
 - Le besoin de répit est également souvent exprimé par les familles nombreuses, qui cumulent une lourde charge à la fois logistique et émotionnelle

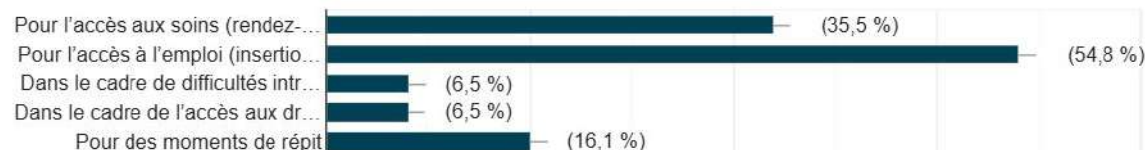
Le besoin en horaires atypiques

- Le besoin d'accueil en horaires atypiques se ressent sur le territoire
 - S'agissant des horaires atypiques, la moitié des répondants n'exprime pas de besoins (55,6%)
 - S'il y a un besoin, on le retrouve surtout en horaires élargis : de 6h30 à 7h30 (31,7%) et de 18h30 à 19h30 (20,6%) ; ou bien le week-end (15,1 %)
 - Les horaires atypiques concernent surtout les familles de catégories socio-professionnelles inférieures

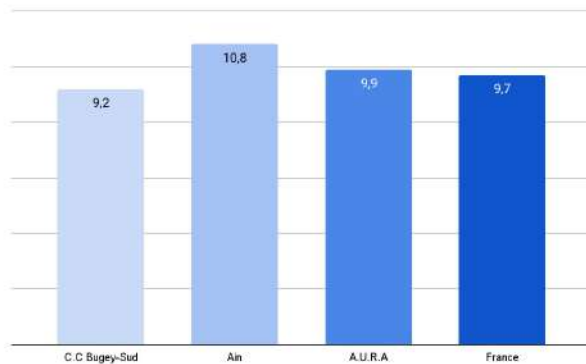
Avez-vous déjà été mis(e) en difficulté pour rechercher un mode de garde en urgence ?



Si oui, pourquoi avez-vous eu besoin d'un mode de garde en urgence et/ou occasionnel ?

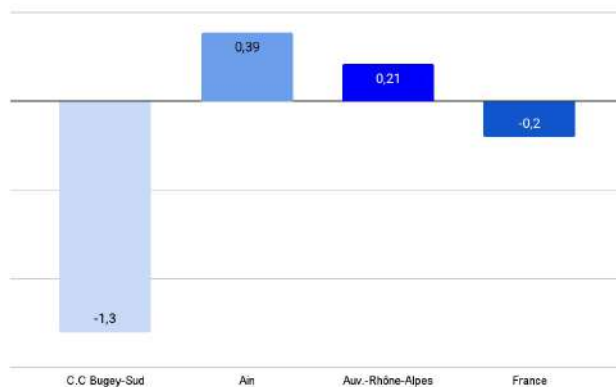


Part des 3-10 ans en % (2021)



Source : INSEE

Taux d'évolution annuel moyen des -15 ans en % (2015-2021)



Source : INSEE

Une sous-représentation des enfants sur le territoire

- De manière globale, la part des enfants, c'est-à-dire les 3-10 ans, sur le territoire de la Communauté de communes Bugey-Sud, est moins importante que dans les territoires de comparaison
 - Ainsi, la part des 3-10 ans est de 9,2% contre 10,8% à l'échelle départementale

La perte des populations jeunes dans le temps

- On note une diminution de la population des enfants et jeunes adolescents ces dernières années
 - Ainsi, le taux d'évolution annuel moyen des moins de 15 ans est négatif à hauteur de -1,3% sur la période étudiée
 - Cette baisse concerne en particulier les 3-10 ans (-0,5% sur la période)

Enfance

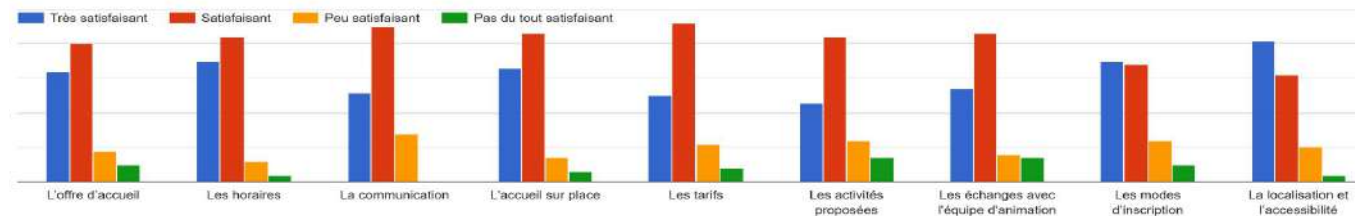
Accueils périscolaires : une pression sur les dispositifs proposés au sein des communes mais une satisfaction globale des familles

- Les accueils font face à une forte demande, notamment durant la pause méridienne
 - Cette pression se traduit par des listes d'attente et/ou une adaptation des services de restauration scolaires (les bâtiments sont parfois un peu limités en matière de superficie pour accueillir tout le monde)
- Globalement, l'offre de loisirs proposée les mercredis et durant les périodes périscolaires est jugée satisfaisante par les familles
 - 80,9% des familles se disent satisfaites par les activités périscolaires proposées
- Concernant l'accueil du mercredi, plusieurs freins sont identifiés :
 - Le fait que la tarification soit trop élevée
 - Le coût reste un frein important, en particulier pour les familles monoparentales (souvent mères seules), les ouvriers et les demandeurs d'emploi
 - Ces freins sont plus fréquemment relevés dans *les secteurs du Valromey* et du *Sud* où les alternatives semblent moins nombreuses
 - Le fait qu'il manque de places au sein des structures

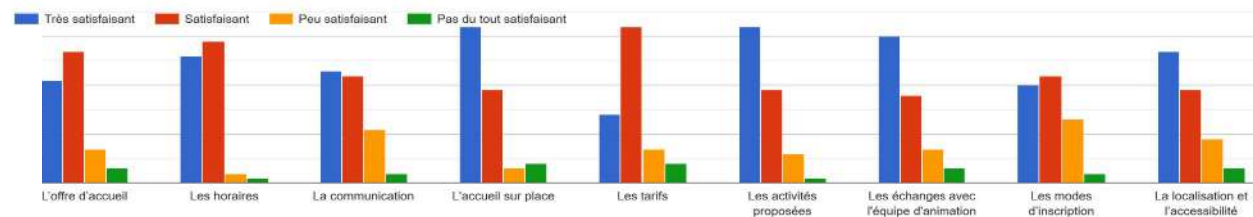
La difficile quête d'une place durant les périodes de vacances scolaires

- De manière générale, les acteurs du territoire (élu(e)s, professionnel(le)s, notent une importante demande en accueil extrascolaire de la part des familles du territoire, notamment celles qui n'habitent pas Belley ni Culoz-Béon
 - Ainsi, les accueils de ces communes sont très massivement demandés par les familles de l'extérieur, sans obtenir de places
- L'offre de loisirs proposée pendant les vacances est jugée globalement satisfaisante par les familles du territoire
- Parmi celles qui ne fréquentent pas de structures, plusieurs freins sont identifiés : le fait que la tarification soit trop élevée (notamment pour les familles monoparentales), le fait qu'il manque de places au sein des structures, le fait que les familles gardent elles-mêmes leurs enfants
 - Des difficultés financières et/ou un manque de places sont très nettement visibles

Que pensez-vous des modalités d'accueil périscolaire sur le territoire concernant :



Que pensez-vous de l'offre de service proposée durant les vacances scolaires pour vos enfants concernant :



Le frein du recrutement en matière d'animation

- Le recrutement du personnel constitue un frein majeur au bon fonctionnement de ces structures, notamment pour les temps de la pause méridienne et durant les périodes de congés scolaires
 - Toutefois, la présence de formations B.A.F.A locales facilite (partiellement) le recrutement, même si les besoins restent importants

L'accès partiel et la recherche d'inclusion des publics en situation de handicap

- L'inclusion des enfants en situation de handicap est une priorité affirmée, mais les moyens alloués ne sont pas à la hauteur des besoins
- À Belley, une dizaine d'enfants bénéficient d'un suivi spécifique, mais l'accueil est freiné par le manque de personnel qualifié et l'impossibilité de recruter des A.E.S.H périscopulaires en nombre suffisant
 - Idem à Culoz par exemple, où le manque de personnel freine l'accueil de publics en situation de handicap, malgré les formations des professionnels en la matière

L'apprentissage de la nage et la sécurité aquatique

- La fermeture de la piscine pour rénovation constitue une problématique majeure en matière d'apprentissage de la nage
- Les transports et l'organisation actuelle des créneaux sont déjà complexes, et les capacités d'accueil limitées
 - Cette fermeture nécessite des déplacements parfois importants, aux confins du territoire, que l'ensemble des écoles et groupes scolaires ne peuvent réaliser
 - Un aspect important à avoir en tête, tant le territoire bénéficie de domaines de baignade pour les enfants

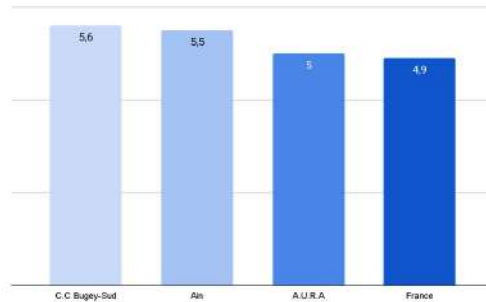
Une vie associative très dense mais une pratique culturelle plus délicate

- Le territoire bénéficie d'une offre culturelle et associative très riche
 - Le sport est omniprésent dans toutes les catégories sociales, tandis que la culture reste un domaine réservé majoritairement aux familles les plus aisées d'après les répondants au questionnaire
 - Les activités sportives (94,2% des pratiques d'après les familles interrogées), occupent une place prédominante, au profit des activités culturelles qui ne représentent "que" 28,3% des pratiques hebdomadaires des enfants âgés de 3 à 10 ans
 - Malheureusement, cette pratique semble moindre chez les enfants dont les familles sont issues de catégories socio-professionnelles moins favorisées
- De même, au sein des établissements scolaires, leur pratique est moindre et cette richesse reste souvent cloisonnée, en raison de logiques communales ou sectorielles ("fonctionnement de clocher")
 - De fortes inégalités sont constatées entre les écoles qui peinent à organiser certaines activités
 - Les petites écoles rurales, notamment, souffrent d'un accès restreint

Un pilotage et une coordination territoriale fragile

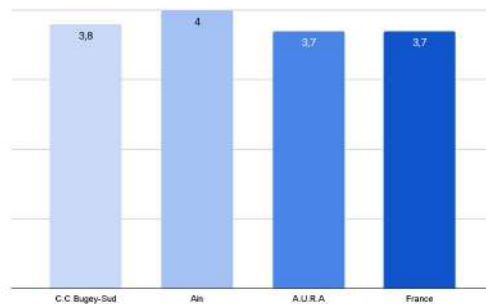
- Le pilotage de l'enfance reste fragile, en raison de la disparité de l'offre, des acteurs du territoire et des prises de compétence
 - Les partenariats s'avèrent parfois complexes à mettre en place malgré des problématiques et besoins visibles assez similaires d'une partie du territoire à l'autre
- De manière générale, on manque d'une vision partagée à l'échelle intercommunale
 - Les dynamiques locales prédominent, ce qui nuit à la construction d'une stratégie cohérente à l'échelle du territoire

Part des 11-14 ans en % (2021)



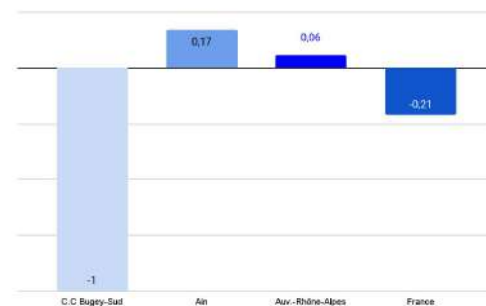
Source : INSEE

Part des 15-17 ans en % (2021)



Source : INSEE

Taux d'évolution annuel moyen des 15-29 ans en % (2015-2021)



Source : INSEE

Une présence des adolescents pratiquement aussi forte qu'ailleurs

- Plus l'on avance dans les âges et plus la présence en proportion des jeunes, est identique à celle visible au sein des territoires de comparaison
 - Ainsi, s'agissant des 11-14 ans, c'est-à-dire les jeunes adolescents collégiens, 5,6% de la population totale est âgée de cette tranche d'âge (5,5% à l'échelle départementale et 5% à l'échelle régionale)
 - Idem s'agissant des 15-17 ans, à savoir les lycéens

Des jeunes adultes moins nombreux en proportion

- Si l'on compare aux chiffres plus globaux, la part des 18-24 ans sur le territoire intercommunal est assez faible : 5,3% contre 6,5% à l'échelle départementale (boostée par la présence de pôles plus centralisateurs pour les jeunes de cette tranche d'âge) ou encore 8,1% à l'échelle régionale

La perte des populations jeunes dans le temps

- On note une diminution de la population des enfants et jeunes adolescents ces dernières années
 - Ainsi, le taux d'évolution des moins de 15 ans est négatif chaque année, à hauteur de -1,3% sur la période étudiée
 - Cette baisse concerne les 11-14 ans notamment (-0,4%)
- Idem s'agissant des futurs et jeunes adultes sur la période : -1%
 - Cette baisse concerne surtout les 25-29 ans puisqu'une légère augmentation est observable chez les 15-17 ans et les 18-24 ans (+0,1% sur les deux tranches d'âge)
 - La baisse visible pour les enfants (3-10 ans) devrait se reproduire sur les jeunes publics (11-24 ans) dans les années à venir
- La baisse des populations jeunes semble toutefois moins importante dans la partie sud du territoire, plus jeune, plus dynamique démographiquement et dont le solde naturel est positif pour de nombreuses communes

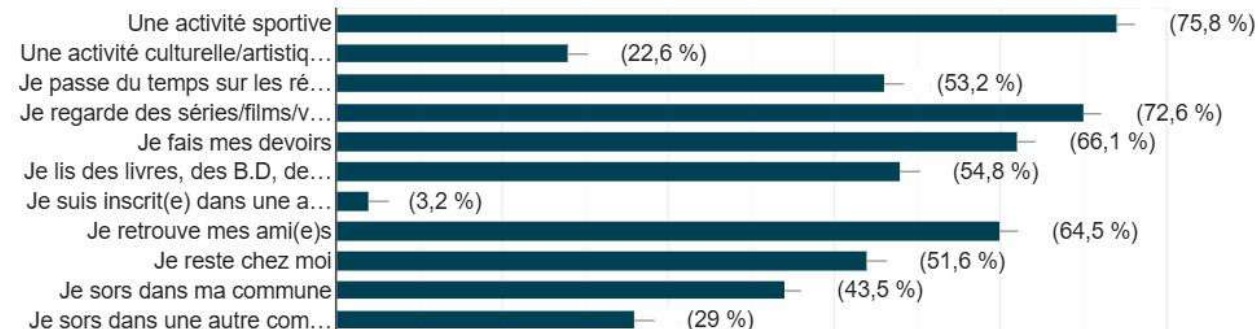
Une offre de loisirs existante mais inégalement répartie et assez peu structurante

- 16,1% des jeunes des familles ayant répondu à l'enquête fréquentent une structure d'animation sur le territoire (en-dehors des associations et des clubs sportifs)
 - L'immense majorité des jeunes du territoire ne connaissent pas l'existence d'une offre de loisirs qui leur serait destinée
 - Assez logiquement, peu d'activités de loisirs à destination des jeunes existent : l'offre de loisirs à Belley est relativement riche, notamment à travers le Centre social notamment
 - Cependant, cette offre est beaucoup moins développée dans les communes périphériques, malgré un secteur jeunesse actif à Artemare
- Des dispositifs existent toutefois pour encourager l'engagement des jeunes, comme l'aide aux devoirs, les conseils municipaux de jeunes, les formations B.A.F.A, des aides au permis ou encore des bourses pour financer des projets, pouvant aller jusqu'à 1 000 €, etc

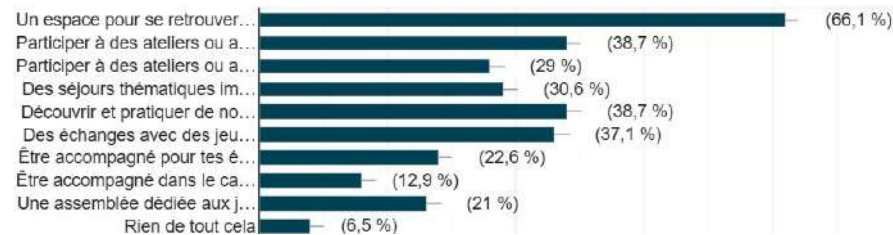
Des pratiques d'activités multiples de la part des jeunes : le besoin de vie sociale malgré des temps individuels et solitaires importants

- Les résultats du questionnaire montrent que les jeunes ne se consacrent pas uniquement à une seule forme d'activité : ils multiplient les pratiques, allant du sport aux écrans, en passant par les devoirs et la vie sociale
 - Cela peut être à la fois une source de divertissement, d'évasion ou de connexion, mais également un indicateur de manque d'offres alternatives accessibles localement
- La vie sociale reste fondamentale : 64,5% des jeunes retrouvent leurs amis en dehors de l'école : ce besoin de lien souligne l'importance des lieux et temps de rencontre adaptés à leur âge
- Le fait que plus d'un jeune sur deux (51,6 %) passe son temps libre seul est à noter
 - Cette solitude peut être choisie (repos, autonomie, recentrage), mais elle peut aussi traduire un isolement social, un manque d'offre de proximité, ou une difficulté à s'intégrer dans le tissu local

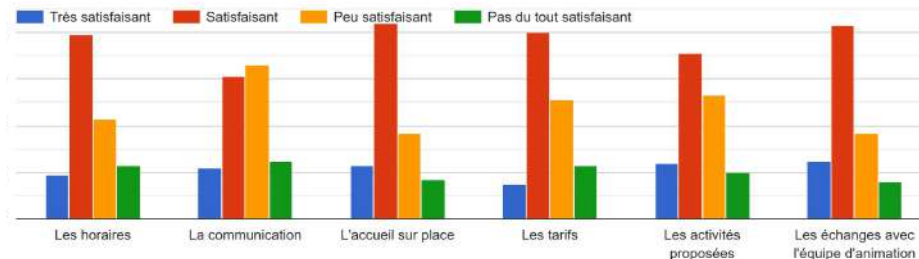
Quelles activités pratiques-tu ? (plusieurs réponses possibles)



Qu'aimerais-tu voir se développer sur le territoire pour les jeunes ?



Que pensez-vous des structures d'animation pour vos jeunes sur le territoire concernant :



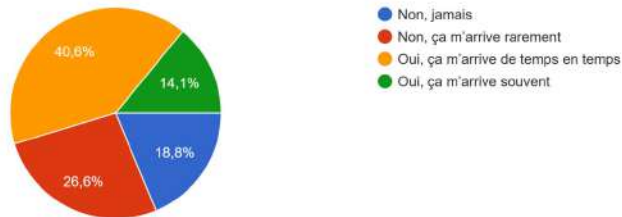
Les besoins exprimés par les jeunes et les freins identifiés

- 48,4% des répondants souhaiteraient pratiquer d'autres activités au quotidien et notamment les jeunes collégiens (57,8%) et les jeunes lycéens (55,9%) :
- Les jeunes ne font pas ces activités car elles n'existent pas sur leur commune (51,7%) ou dans les communes alentours (20,7%)
 - Ces activités peuvent également coûter cher (27,6%) d'après les jeunes interrogés, mais certains manquent aussi d'informations les concernant (24,1%)
 - Il est aussi difficile de se déplacer pour les atteindre
 - Les jeunes des secteurs *Est – Massif du Grand Colombier* (37,8%) et *Sud* (34,1%) sont particulièrement concernés par les difficultés de transport, ce qui montre une fracture territoriale marquée
- Les jeunes aimeraient voir se développer sur le territoire :
 - Un espace pour se retrouver avec ses amis
 - Une offre de découverte et de pratique de nouveaux loisirs et notamment la participation à des séjours
 - Participer à des ateliers ou des activités sportives
 - Des échanges avec des jeunes d'autres horizons
 - Les jeunes souhaitent aussi des espaces de socialisation, d'expression et d'échange

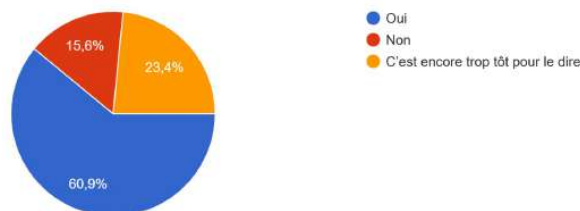
Une ouverture culturelle encore trop faible

- L'ouverture à la culture reste un point faible : peu d'activités artistiques sont proposées aux jeunes de 11 à 24 ans, et lorsqu'elles existent, elles peinent à susciter l'adhésion
- L'offre sportive est jugée satisfaisante par les parents, de façon plus ou moins unanime (73% la jugent soit satisfaisante soit très satisfaisante)
 - Toutefois, l'offre culturelle et l'offre de loisirs souffrent de plus d'ambivalence dans les réponses : 58% des parents jugent l'offre culturelle peu satisfaisante ou pas du tout satisfaisante

As-tu déjà renoncé à faire quelque chose parce que tu ne pouvais pas y accéder (rendez-vous chez le médecin, loisirs, sorties, emploi, formation, alternance, ...) ?



Sais-tu quelles études/quelles formations tu aimerais poursuivre plus tard ?



Des jeunes parfois en situation de grande fragilité

- Le diagnostic met en lumière l'existence d'une population jeune particulièrement vulnérable
 - Beaucoup sont en rupture scolaire, sociale ou familiale, ou bien en situation d'isolement extrême – les fameux "invisibles"
 - Certains souffrent de mal-être psychologique, d'addictions ou encore de profondes difficultés à se projeter vers l'avenir
- Pour ces jeunes en difficulté, les parcours scolaires sont, dans ce cadre, souvent hachés, marqués par des exclusions, sans qu'il n'existe de véritables solutions de repli
 - L'accès à l'orientation reste inégal : les stages sont difficiles à trouver, et le C.I.O, déjà saturé, a fermé son antenne de Belley
 - Le territoire souffre d'un manque de structures adaptées aux jeunes en difficulté

Une prévention présente mais sous-dimensionnée

- Le territoire travaille, via les différents acteurs jeunesse, sur des thématiques importantes comme le cyberharcèlement, l'addiction aux écrans ou le mal-être psychique
 - Toutefois, l'accès aux soins psychologiques est très limité : il faut parfois attendre jusqu'à un an pour obtenir un rendez-vous en C.M.P
 - L'accompagnement à la sexualité est également peu mobilisé

Les difficultés de mobilité des jeunes

- Dans le cadre de leurs activités et de leur vie quotidienne, les jeunes du territoire se déplacent principalement via leurs parents, ce qui peut refléter un manque d'autonomie des jeunes, notamment dans les zones rurales ou semi-rurales, ou bien une absence ou insuffisance d'alternatives fiables (transports publics, navettes, vélo sécurisé, ...)
- 54,7% des jeunes ont déjà renoncé à faire quelque chose parce qu'ils ne pouvaient y accéder (rendez-vous chez le médecin, loisirs, sorties, emploi, formation, alternance)

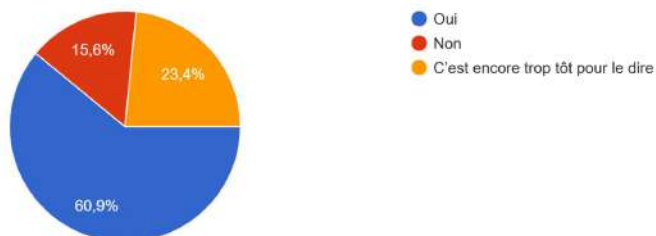
Des jeunes qui arrivent à s'orienter dès qu'il s'agit d'orientation et d'insertion socio-professionnelle

- Le système scolaire joue encore un rôle structurant
 - 60,9% des jeunes savent vers quelles formations se tourner plus tard
 - Cela montre que la majorité des jeunes ont une certaine visibilité sur leur avenir, sans doute en lien avec le travail mené dans les établissements scolaires et/ou le soutien familial
 - 71,9% des jeunes s'estiment suffisamment accompagnés en matière d'orientation scolaire/professionnelle
 - Ceux qui ont du mal évoquent plusieurs points : un manque d'accompagnement et de clarté dans l'orientation, des problèmes d'accès géographique ou logistiques, des difficultés à identifier les bons interlocuteurs
 - Mais un chiffre nettement plus élevé chez les lycéens

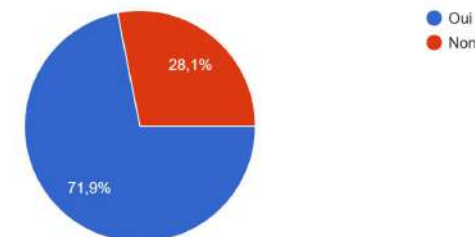
La difficile quête d'information des jeunes, en matière de sujets liés à l'autonomie ; le besoin de relais et de dispositifs de soutien

- L'analyse révèle des zones de flou, sur lesquelles les jeunes peinent à identifier un interlocuteur de confiance. En effet, sur certains sujets, les jeunes ne semblent pas savoir vers qui se tourner :
 - La vie amoureuse/la sexualité (47% ne savent pas vers qui se tourner)
 - Le logement (45%)
 - Les addictions (41%)
 - Les projets qui leur tiennent à coeur (40%)
- Les jeunes ont peu connaissance de structures relais dans ce cadre, pour les accompagner
 - Les bureaux ou structures relais de l'information jeunesse (58% ne les connaissent pas), un animateur ou une personne pouvant leur venir en aide (54% ont du mal à identifier un interlocuteur), la Mission locale (46%), ...

Sais-tu quelles études/quelles formations tu aimerais poursuivre plus tard ?



T'estimes-tu suffisamment accompagné en matière d'orientation scolaire/professionnelle ?



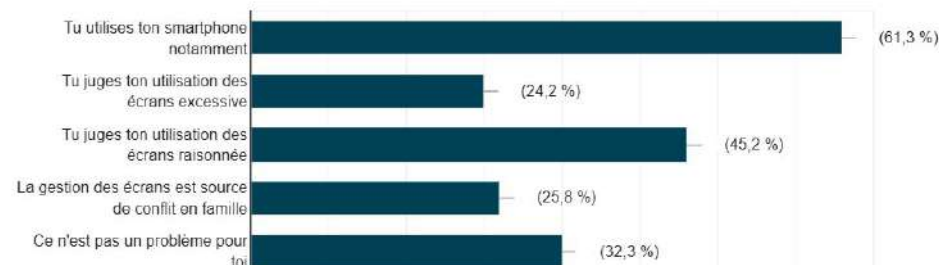
Une utilisation massive mais consciente des écrans

- 61,3% des jeunes utilisent leur *smartphone* régulièrement, ce qui confirme que le numérique est totalement intégré à leur quotidien
 - Près de la moitié (45,2%) juge leur usage raisonnable, ce qui témoigne d'un rapport relativement équilibré aux écrans pour une majorité (plus difficile pour les collégiens)
 - Cette auto-perception nuancée montre que les jeunes ne sont pas forcément "victimes" de leur *smartphone*, mais qu'ils en ont une lecture réflexive, et savent quand leur usage devient parfois excessif
- 24,2% des jeunes reconnaissent une utilisation excessive des écrans et 25,8% des jeunes déclarent que la gestion des écrans est source de conflit dans l'environnement familial
 - Le phénomène est particulièrement fort chez les collégiens (53,9%), ce qui met en évidence un besoin d'encadrement parental encore fort à ces âges et une difficulté des familles à poser des règles partagées et cohérentes autour du numérique

Une pluralité d'acteurs mais un manque de coordination

- Le territoire compte de nombreux acteurs investis dans le champ de la jeunesse
 - Chacun de ces acteurs agit dans son champ d'expertise, qu'il s'agisse de loisirs, d'insertion, d'accompagnement ou de protection de l'enfance
- Toutefois, malgré cette richesse, une problématique majeure persiste : l'absence de coordination et d'animation territoriale structurée
 - Cela freine la lisibilité des parcours pour les jeunes et engendre un risque de rupture dans les accompagnements, notamment en matière d'insertion socio-professionnelle

Ton utilisation des écrans :



Un territoire plutôt familial mais qui l'est de moins en moins

- La part des couples sans enfant est plus importante (48,5%) que celle des couples avec enfant(s) (35,7%)
 - La part des couples avec enfant(s) a même reculé de 5,5% entre 2010 et 2021
 - L'essentiel des familles sont composées de 1 ou 2 enfant(s)
 - Dans ce cadre, les familles nombreuses sont assez peu présentes en proportion
- Ces dernières années, la part des ménages composés de 1 seule personne a augmenté de manière importante : +3% entre 2015 et 2021
 - 35% des ménages sont dans cette situation : 18,9% de femmes et 17% d'hommes

L'enjeu croissant des familles monoparentales

- La part des familles monoparentales parmi l'ensemble des ménages, se situe en-dessous des moyennes de comparaison : cela concerne 13,4% des ménages, contre 16,5% en France métropolitaine
 - Cela représente 1 289 ménages et 3 367 personnes au total
 - Toutefois, on note ces dernières années, une augmentation de leur présence sur le territoire : +0,5%

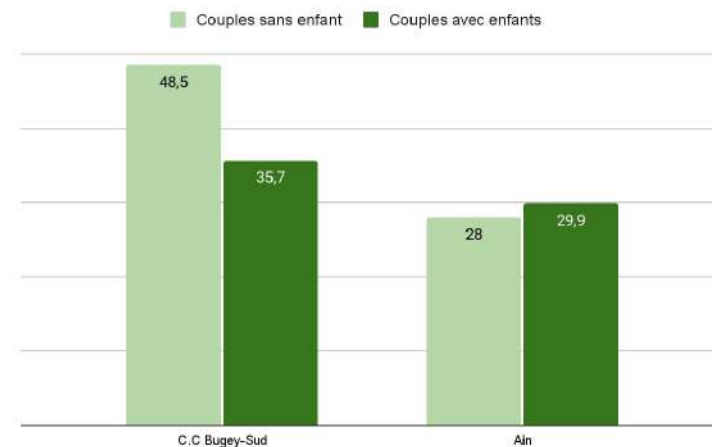
Côté "Enfance" : des familles fragilisées et des relais institutionnels insuffisants

- Le soutien à la parentalité apparaît comme un enjeu transversal mais encore peu structuré sur le territoire
 - Les familles en situation de précarité sont peu en lien avec les dispositifs classiques
 - Leur éloignement est à la fois géographique, social et culturel, ce qui crée une forme d'isolement éducatif
 - Les structures peinent à établir un dialogue de confiance avec ces familles, ce qui rend difficile la prévention ou l'orientation vers des aides adaptées

Côté "Jeunesse" : des parents souvent absents des parcours d'accompagnement

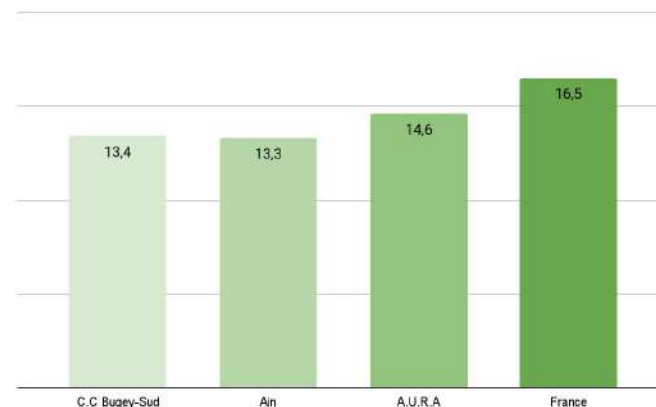
- Un désengagement parental préoccupant dans les parcours éducatifs est visible
- Des thématiques sensibles peu relayées dans les familles sont observables
 - Les actions autour de la sexualité, de la prévention des addictions ou du mal-être psychologique sont difficiles à mettre en œuvre sans relais familiaux
 - Cela met en évidence un besoin de reconstruire la capacité éducative des familles à aborder ces sujets
- Un manque d'habitude à participer aux dispositifs collectifs
 - Le manque d'habitude ou de culture de l'engagement est aussi visible chez les parents que chez les jeunes

Les couples avec et sans enfant(s) en % (2021)



Source : Observatoire des territoires

Part des familles monoparentales parmi l'ensemble des ménages en % (2021)



Source : Observatoire des territoires 25

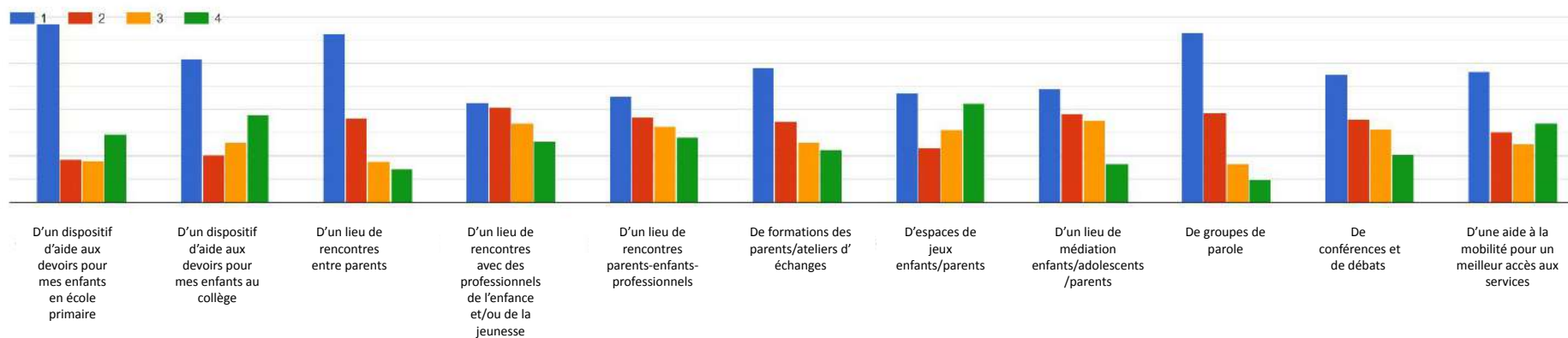
Les freins identifiés en matière de soutien à la parentalité

- La mobilité géographique difficile complique la participation des familles aux événements et aux dispositifs collectifs (la centralité de Belley sur certaines actions est en cause)
- Des inégalités d'accès à l'information, à la culture, aux loisirs et aux aides financières sont également visibles
 - Seulement 21,5% des répondants ont connaissance des dispositifs d'aide et de soutien à la parentalité existants sur le territoire
 - Parmi ceux qui connaissent ces dispositifs, peu les utilisent (15,5%)
 - L'écart entre la connaissance de ces dispositifs et leur usage réel peut également s'expliquer par une mauvaise perception de leur utilité chez certaines catégories sociales, notamment les plus fragiles, qui sont peu nombreuses à les utiliser

Les aspirations des familles en matière de soutien à la parentalité

- Dans le cadre de l'enquête diffusée, les parents ont eu l'occasion de cibler les thèmes quotidiens qui les préoccupaient le plus :
 - L'épanouissement et le bien-être de leurs enfants, la scolarité et l'aide aux devoirs ainsi que les écrans
- De nombreux types d'accompagnement à la parentalité pourraient exister concernant ces différents domaines
 - Des espaces de jeux parents enfants (sollicités par 52,8% des répondants)
 - Une aide à la mobilité pour un meilleur accès aux services (38,2%)
 - Un dispositif d'aide aux devoirs pour les collégiens (32,1%)
- Les espaces de jeux parents-enfants sont particulièrement plébiscités dans *le Secteur du Valromey*, où les temps de trajet et le manque d'activités familiales accessibles ressortent comme des freins
 - Dans *le secteur Centre - Plaine et pôle urbain de Belley*, ce sont les dispositifs d'aide aux devoirs qui génèrent un fort intérêt, notamment de la part des familles issues des classes moyennes inférieures
- Les moments les plus adaptés pour réaliser des accompagnements se trouvent être en soirée ou le week-end, de façon mensuelle ou ponctuelle

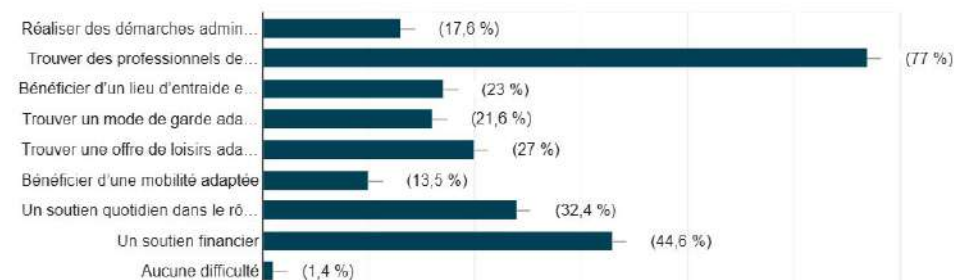
Pour vous aider au quotidien voudriez-vous bénéficier (notez chaque proposition de 1 à 4, 1 correspondant à un non-intérêt, 4 comme une approbation) :



Le manque de repères des familles dont les enfants sont porteurs de handicap

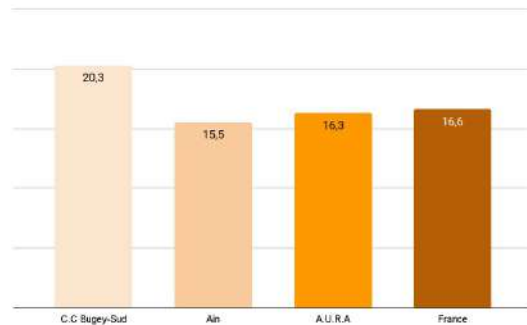
- La première difficulté identifiée est le fait de trouver des professionnels de santé
 - Les difficultés d'accès aux professionnels de santé sont particulièrement saillantes dans *le Secteur du Valromey*
 - À l'inverse, *le secteur Centre - Plaine et pôle urbain de Belley* semble bénéficier d'une meilleure couverture
 - Les difficultés financières sont également importantes
- Pour les familles dont l'enfant ne fréquente pas de structures de loisirs invoquent presque toutes le fait de ne pas en avoir besoin car ce sont elles-mêmes qui gardent l'enfant (97,8% de femmes)
 - Ce mode de garde familial massif des enfants porteurs de handicap par des femmes (mères seules ou femmes au foyer) souligne une inégalité de genre forte face à la charge mentale et aux difficultés de conciliation avec une activité professionnelle

Si oui, rencontrez-vous des difficultés dans un des domaines suivants :



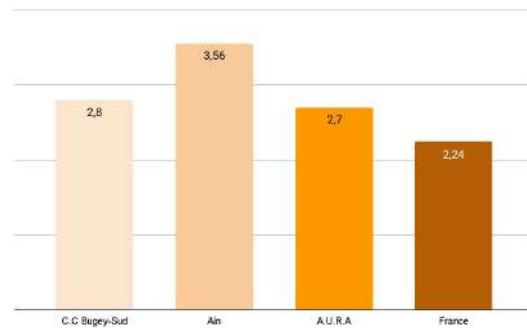
Seniors

Part des 60-74 ans en % (2021)



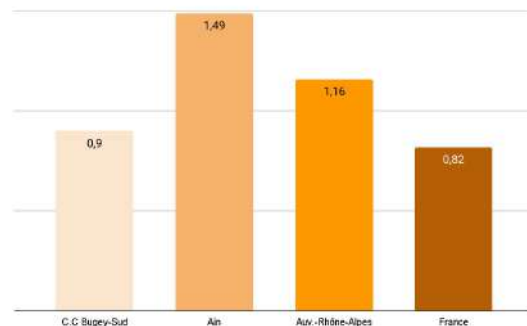
Source : INSEE

Evolution de la part des 60-74 ans en % (2015-2021)



Source : INSEE

Evolution de la part des 75 ans et plus en % (2015-2021)



Source : INSEE

Une population senior relativement importante

- Globalement, les seniors, au sein de la Communauté de communes Bugey-Sud sont plus présents qu'ailleurs en proportion
 - Ainsi, 20,3% de la population totale est âgée de 60 à 74 ans
 - Il en va de même s'agissant des 75 ans et plus

Un vieillissement de la population certain mais à tempérer

- De plus, l'évolution de la part des 60-74 ans est positive et plutôt forte sur la période étudiée : +2,8%
 - Toutefois, cela reste moins élevé qu'ailleurs : +3,56% dans l'Ain par exemple
- Il en va de même s'agissant des 75 ans et plus sur le territoire, puisque leur évolution sur la période étudiée est, elle aussi, forte et positive : +0,9%

Des seniors globalement heureux de leur vie sur le territoire

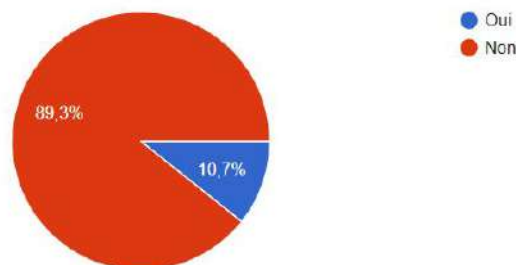
- Les seniors sont globalement satisfaits par les activités proposées au sein du territoire : 78,2% des répondants à l'enquête se disent satisfaits
- Ceux qui ne sont pas satisfaits évoquent :
 - Un manque d'occupation et d'activités pour les seniors, un manque de connaissance de l'offre disponible, un manque d'offre culturelle
 - Ce constat est plus souvent formulé dans les secteurs *du Valromey* et de *l'Albarine - Plaine de l'Ain*
- Les activités dont les seniors aimeraient bénéficier sont :
 - Davantage d'animations sportives de découverte (badminton, ping-pong, marché, vélo, tir à l'arc, natation, etc.)
 - Des activités culturelles et artistiques
 - Des rencontres (et un lieu identifié pour cela), notamment pour développer le lien social et l'intergénérationnel

Seniors

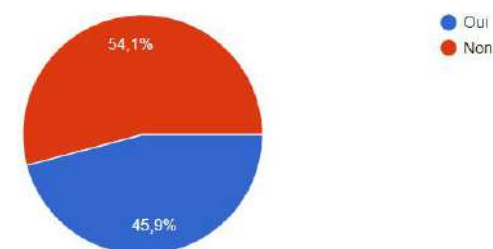
Un public fragile, parfois isolé et mal préparé au vieillissement

- L'isolement est fréquent : s'il est parfois revendiqué, il est bien souvent subi et amplifié par l'éloignement géographique ou le manque de mobilité
 - Dans ce cadre, au sein de la Communauté de communes Bugey-Sud, la part des 75 ans et plus vivant seuls est assez importante : 39,9% des habitants de la tranche d'âge sont concernés (soit 162 personnes)
- Mais l'isolement des seniors reste à relativiser
 - 10,7 % des répondants à l'enquête diffusée se disent isolés
 - L'isolement est plus fort dans les secteurs *Albarine - Plaine de l'Ain* et *Est - Massif du Grand Colombier*
- La préparation au vieillissement est globalement insuffisante pour certains
 - Les demandes d'aide arrivent fréquemment dans des situations d'urgence, comme une sortie d'hospitalisation ou une chute
 - Cela traduit une faible anticipation, et un rapport difficile à l'aide extérieure
 - De nombreux seniors tardent à demander de l'assistance par peur de perdre leur indépendance ou par crainte du regard des autres
- D'après les répondants au questionnaire, peu de seniors semblent vivre d'importantes difficultés
 - On retrouve toutefois des seniors qui disent avoir des difficultés pour accéder à des soins (19,3%), ainsi que pour réaliser des démarches administratives (17,9%)
 - Ces difficultés sont amplifiées dans les zones du secteur *Est - Massif du Grand Colombier* et du *secteur du Valromey*
 - De même, les femmes âgées semblent davantage concernées
 - Parmi ceux vivant des difficultés, 54,1% ne connaissent toutefois pas les aides existantes pour pallier les difficultés quotidiennes
 - Parmi ceux qui les connaissent, seulement 21,3% les utilisent
 - L'enjeu de l'accès à l'information dans ce cadre semble fort

Vous sentez-vous isolé(e)s ?



Connaissez-vous les aides existantes sur le territoire pour pallier ces difficultés ?

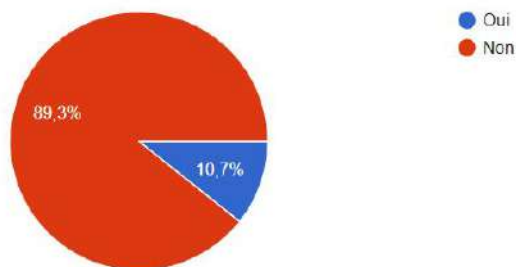


Seniors

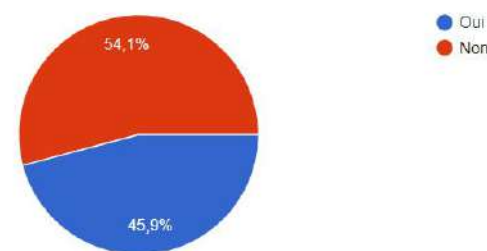
Un public fragile, parfois isolé et mal préparé au vieillissement

- L'isolement est fréquent : s'il est parfois revendiqué, il est bien souvent subi et amplifié par l'éloignement géographique ou le manque de mobilité
 - Dans ce cadre, au sein de la Communauté de communes Bugey-Sud, la part des 75 ans et plus vivant seuls est assez importante : 39,9% des habitants de la tranche d'âge sont concernés (soit 162 personnes)
- Mais l'isolement des seniors reste à relativiser
 - 10,7 % des répondants à l'enquête diffusée se disent isolés
 - L'isolement est plus fort dans les secteurs *Albarine - Plaine de l'Ain* et *Est - Massif du Grand Colombier*
- La préparation au vieillissement est globalement insuffisante pour certains
 - Les demandes d'aide arrivent fréquemment dans des situations d'urgence, comme une sortie d'hospitalisation ou une chute
 - Cela traduit une faible anticipation, et un rapport difficile à l'aide extérieure
 - De nombreux seniors tardent à demander de l'assistance par peur de perdre leur indépendance ou par crainte du regard des autres
- D'après les répondants au questionnaire, peu de seniors semblent vivre d'importantes difficultés
 - On retrouve toutefois des seniors qui disent avoir des difficultés pour accéder à des soins (19,3%), ainsi que pour réaliser des démarches administratives (17,9%)
 - Ces difficultés sont amplifiées dans les zones du secteur *Est - Massif du Grand Colombier* et du *secteur du Valromey*
 - De même, les femmes âgées semblent davantage concernées
 - Parmi ceux vivant des difficultés, 54,1% ne connaissent toutefois pas les aides existantes pour pallier les difficultés quotidiennes
 - Parmi ceux qui les connaissent, seulement 21,3% les utilisent
 - L'enjeu de l'accès à l'information dans ce cadre semble fort

Vous sentez-vous isolé(e)s ?



Connaissez-vous les aides existantes sur le territoire pour pallier ces difficultés ?



Le lien social : un levier essentiel mais inégalement mobilisé et insuffisant

- Le maintien du lien social est reconnu comme un facteur déterminant du bien-vieillir et de la lutte contre l'isolement
 - Il contribue à préserver l'autonomie et la santé mentale
 - Plusieurs actions en ce sens existent : des ateliers de prévention (sur l'adaptation du logement, l'organisation administrative ou l'A.P.A), des projets intergénérationnels impliquant les écoles, les médiathèques et les dispositifs d'animation de la vie sociale, ainsi que la participation à des clubs culturels et sportifs
- Cependant, ces initiatives peinent à atteindre les personnes les plus isolées

Le logement : un cadre de vie parfois inadapté ou vétuste

- Dans le même temps, la part des 75 ans et plus vivant dans un établissement pour personnes âgées est quant à elle, plutôt élevée, ce qui est une bonne chose : 12,3%
- Les personnes âgées ont souvent du mal à quitter leur logement, même lorsqu'il devient inadapté à leur situation
- L'offre de logements alternatifs (habitat intergénérationnel, partagé, etc) est jugée insuffisante sur le territoire

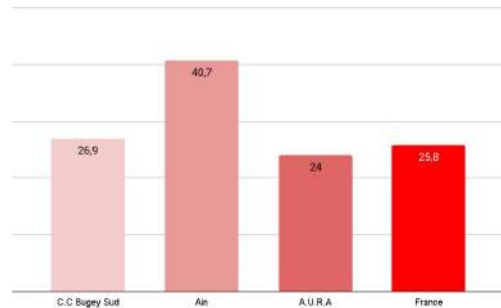
Des services d'accompagnement présents mais qui manquent de coordination

- Le territoire bénéficie d'un tissu associatif actif avec des structures comme l'A.D.A.P.A, l'A.D.M.R ou *Ain Domicile Services*
 - Toutefois, ces structures rencontrent d'importantes difficultés de recrutement, qui limitent leur capacité d'intervention
- Le C.L.I.C (Centre Local d'Information et de Coordination) et le D.A.C (Dispositif d'Appui à la Coordination) jouent un rôle central dans l'orientation des seniors et l'organisation des parcours de soins
- Toutefois, le territoire ne dispose pas, aujourd'hui, d'une véritable filière gériatrique structurée à l'échelle locale
- De manière générale, l'immense majorité des dispositifs sont situés à Belley : nombre d'entre eux, viennent pour vieillir à Belley mais beaucoup de seniors restent également au sein de leurs campagnes, très isolées
- Là encore, sur ce sujet, les besoins et sujets à appréhender sont identiques d'une partie du territoire à l'autre : un effort de coordination des moyens à mettre en oeuvre pourrait permettre de répondre à de nombreuses problématiques identifiées

L'accès aux soins : un parcours difficile pour les seniors

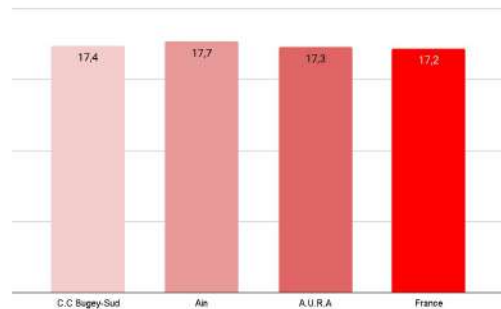
- L'accès aux soins est entravé par le manque de professionnels, notamment de médecins généralistes et de kinés à domicile
- L'A.P.A (allocation personnalisée d'autonomie) fonctionne globalement bien, mais elle ne suffit pas à compenser le déficit de services à domicile, particulièrement durant les périodes estivales
 - Autre point faible : l'A.P.A ne prend pas en charge le transport vers les soins, ce qui est problématique dans un territoire rural comme celui-ci
- Les aidants familiaux, très sollicités, s'épuisent et manquent de dispositifs de répit ou d'accompagnement
- L'activité physique adaptée, bien que reconnue comme bénéfique, reste encore très peu développée à domicile

Part des 15 ans et + sans diplôme (2021)



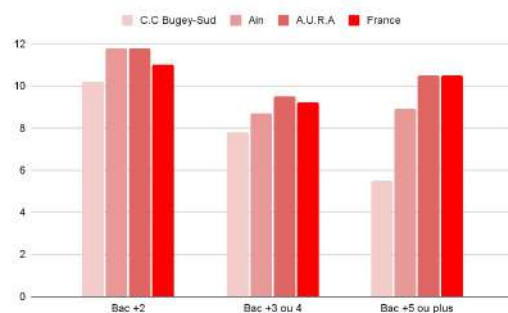
Source : Observatoire des territoires

Part des 15 ans et + titulaires du B.A.C (2021)



Source : Observatoire des territoires

Typologie des 15 ans et + diplômés du supérieur (2021)



Source : Observatoire des territoires

Une population légèrement moins diplômée que d'autres mais des nouvelles générations plus diplômées

- Globalement, on note que la population de la Communauté de communes Buguey-Sud, est moins diplômée qu'ailleurs
 - La part des 15 ans et + sans diplôme s'élève à 26,9% contre 24% en région Auvergne Rhône-Alpes
 - Un déficit de formation toutefois davantage visible au sein du Q.P.V
- Si l'on s'intéresse aux 20-24 ans, c'est-à-dire aux nouvelles générations, on remarque que la part des personnes sans diplôme est moins élevée (14,4%)

Des habitants qui se tournent plutôt vers des études courtes

- Globalement, la part des diplômés du brevet et/ou du baccalauréat n'est pas moins importante qu'ailleurs
 - C'est plutôt une fois passé cet âge que les écarts se creusent avec les autres territoires
- Dans le même temps, la part de diplômés de l'enseignement supérieur est plus faible que dans les territoires de comparaison : à peu près 10% de la population totale est diplômée d'un Bac+2, contre environ 12% dans l'Ain
- De même, plus on progresse dans les études supérieures, et plus l'écart avec les territoires de comparaison s'agrandit : 5% de la population totale est diplômée d'un Bac +5 ou plus, contre 8,5% environ dans l'Ain
- De même, la part de diplômés du C.A.P-B.E.P est plus importante sur le territoire qu'ailleurs

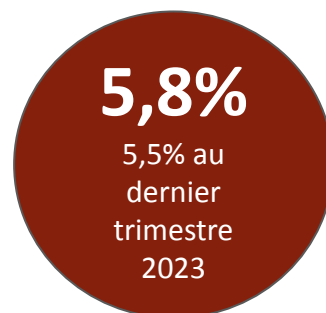
Des conditions d'emploi en dents de scie

- Tout d'abord, le taux de chômage est plutôt bas sur le territoire intercommunal : 5,8% d'après les chiffres de *France Travail* (un taux de chômage plus élevé que la moyenne communale au sein du Q.P.V, touchant particulièrement les jeunes et les personnes peu qualifiées)
 - Même s'il faut noter un léger accroissement de ce taux par rapport au dernier trimestre 2023 (+0,3%)
 - La baisse du chômage va surtout concerner sur le territoire, les chômeurs de courte durée (moins d'un an) ainsi que les demandeurs d'emploi ayant moins qu'un Bac+2
 - Alors que le nombre de demandeurs non-diplômés, titulaires du Bac ou bien d'un C.A.P-B.E.P sont tous moins nombreux à être au chômage, entre 2021 et 2022
 - Les secteurs les plus en tension d'après *France Travail* : la petite enfance, le secrétariat, la maintenance (agents de maintenance, technicien de surface ...), les services domestiques, la vente, etc.

Une représentativité des catégories socio-professionnelles fragiles plus importante

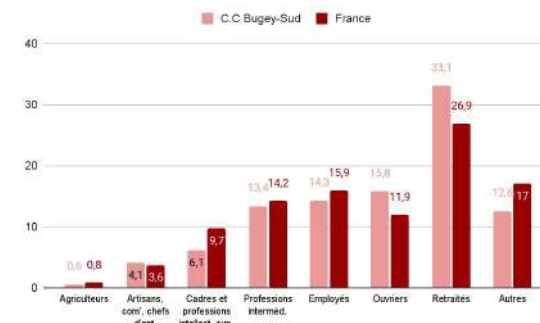
- Concrètement, on recense davantage d'actifs issus de catégories socio-professionnelles relevant de classes moyennes et inférieures que d'actifs issus de 'C.S.P +', à savoir des cadres et professions intellectuelles supérieures
- De fait, la C.S.P la plus présente en proportion parmi les actifs est celle des ouvriers (mais dont la présence est en baisse : -0,9% entre 2015 et 2021)
- A l'inverse, les cadres et professions intellectuelles supérieures sont moins présents en proportion qu'ailleurs (mais dont la présence progresse : +1,3% ces dernières années)
- Parmi les actifs, on observe un certain équilibre de présence entre les ouvriers, les employés et les professions intermédiaires
- Enfin, notons qu'une part importante de la population active, âgée de 15 à 64 ans était employée dans des emplois dits 'précaires' : 16,9%
 - Ailleurs dans l'Ain, cette part est moins élevée : 14,2%
 - Il se peut que l'exposition à l'emploi précaire soit en baisse dans les années à venir, en raison de la présence de plus en plus forte des 'C.S.P +'
 - Enfin, il se trouve que les 15-64 ans en situation de précarité face à l'emploi semblent légèrement plus nombreux dans la partie nord du territoire, dont les niveaux de vie sont plus faibles

Taux de chômage (2024)



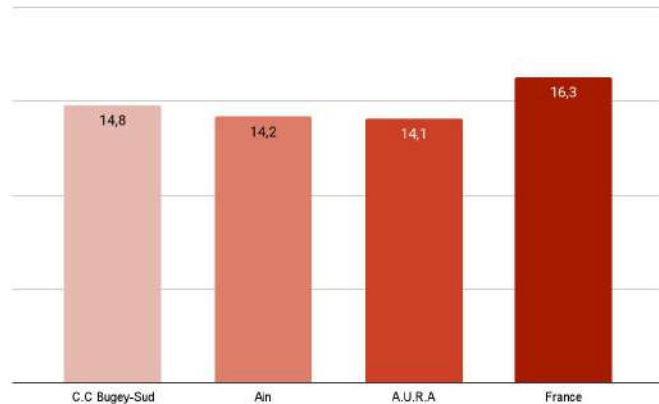
Source : France Travail

Les 15 ans et plus par catégorie socio-professionnelle en % (2021)



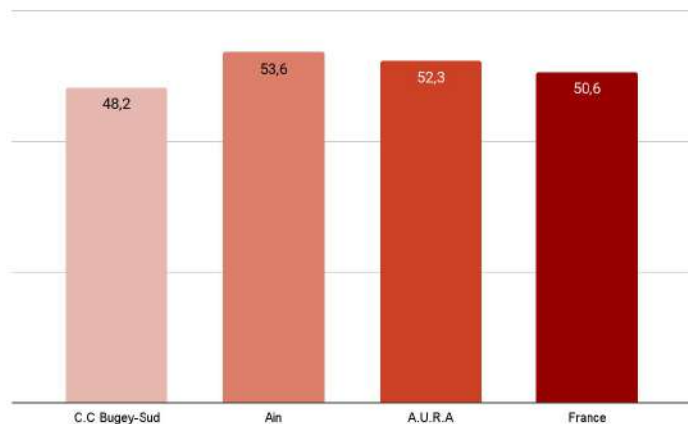
Source : Observatoire des territoires

Part des 15-24 ans non-insérés en % (2021)



Source : Observatoire des territoires

Taux d'emploi des 55-64 ans en % (2021)



Source : Observatoire des territoires

Des conditions d'emploi qui semblent moins difficiles pour les jeunes

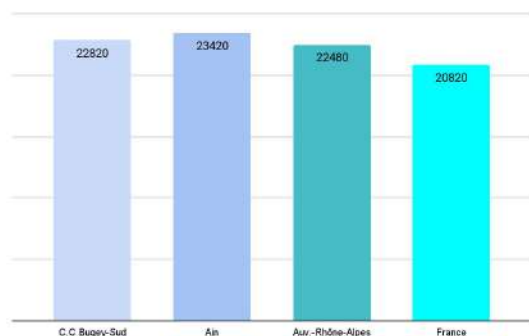
- Tout d'abord, notons que le taux de chômage des 15-24 ans en 2021 est inférieur à celui des territoires de comparaison : 20% sur le territoire de la Communauté de communes Bugey-Sud, contre 23% à l'échelle régionale et même 27,2% en France métropolitaine
- De plus, la part des jeunes, à savoir les 15-24 ans, en emploi précaire, est moins importante qu'ailleurs : 47,8% des jeunes sont concernés, contre 51,2% dans l'Ain
- La part des 15-24 ans non-insérés, c'est-à-dire, la part des jeunes qui ne sont ni en emploi ni en formation, se situe quant à elle, dans les moyennes de comparaison : 14,8% des jeunes de cette tranche d'âge sont concernés par cette situation (ce qui représente 459 jeunes)
 - Même si la moyenne nationale reste plus élevée : 16,3%

Des seniors plus en difficulté qu'ailleurs

- Pour rappel, on note une part importante de retraités dans la population totale : 33,1%
- Dans le même temps, le taux d'emploi des 55-64 ans est assez faible
 - Dans ce cadre, on retrouve en proportion, davantage de 55-64 ans en recherche d'emploi qu'ailleurs : 9,9% contre 8,7% dans l'Ain
 - En 2023, *France Travail* témoignait d'une part importante des profils de demandeurs d'emploi seniors

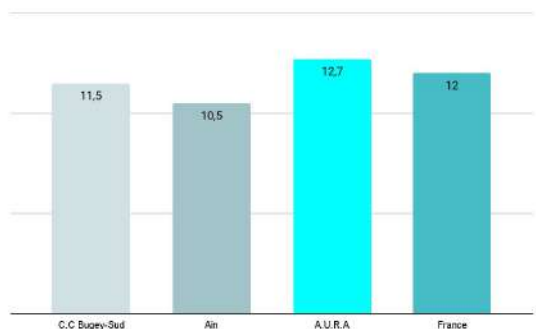
Accompagnement des publics fragiles - Niveaux de vie

Médiane des revenus en euros (2021)



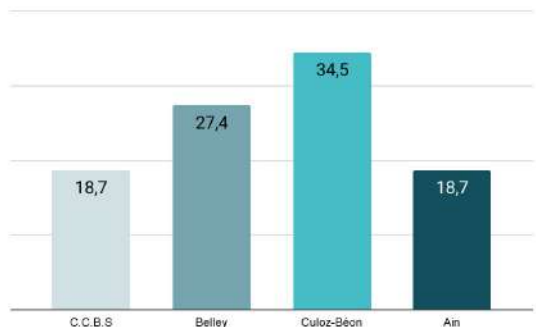
Source : Observatoire des territoires

Taux de pauvreté - seuil à 60% du revenu médian en % (2021)



Source : Observatoire des territoires

Part des personnes couvertes par le R.S.A pour 1000 habitants (2022)



Source : Caf

Des niveaux de vie légèrement moins élevés qu'ailleurs dans l'Ain mais globalement situés dans les moyennes régionales

- Concernant la médiane des revenus (22 820 €), cette dernière se trouve être très légèrement en dessous de celles des territoires de comparaison (23 420 € pour l'Ain)
 - La cartographie nous invite à visualiser des niveaux de vie légèrement plus faibles dans la partie nord du territoire, également plus exposée à l'emploi précaire comme vu précédemment
- Autre poche repérée : la ligne centrale démarrant à La Burbanche et terminant à Culoz-Béon, dont les médianes visibles ne dépassent pas 22 000 €
 - Dans le même temps, la part des foyers fiscaux imposés sur le territoire est assez faible : 52,8%, contre 59,6% ailleurs dans l'Ain

Des situations de fragilités socio-économiques pourtant pas plus présentes qu'ailleurs

- 11,5% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, ce qui représente environ 3 924 personnes en totalité
 - 12% de la population nationale est concernée : le positionnement de la Communauté de communes Bugey-Sud ne semble pas plus mauvais qu'ailleurs donc
 - Les situations de pauvreté restent assez limitées en-dehors de Belley (Q.P.V) et Culoz-Béon, qui concentrent davantage de poches de pauvreté qu'ailleurs
- Dans la même logique, l'exposition des foyers aux aides sociales ne semble pas plus forte sur le territoire qu'ailleurs
 - 18,7 personnes pour 1 000 habitants, touchent le R.S.A, contre 18,7 dans l'Ain
 - Un taux qui atteint toutefois 42,4 à Virieu-le-Grand
- La conséquence de ces niveaux de vie peu élevés et des situations de fragilité peu présentes, est l'écart plus faible qu'ailleurs entre les revenus des 10% les plus riches et ceux des 10% les plus pauvres (rapport interdécile) : 2,9, contre 3,5 dans l'Ain
 - Les inégalités ne sont pas inexistantes mais restent limitées et surtout beaucoup moins présentes qu'ailleurs dans l'Ain

Accompagnement des publics fragiles

Niveaux de vie

Une précarité multidimensionnelle

- La précarité financière des habitants est à questionner : 25,9% des répondants au questionnaire vivent des difficultés économiques quotidiennes d'après les répondants à l'enquête
 - La précarité semble davantage toucher les familles nombreuses (47,8% des réponses), les familles monoparentales (32,9%), les seniors et les personnes situées dans les catégories sociales les moins favorisées
- L'accompagnement des publics dits "fragiles" repose d'abord sur une réalité complexe : la précarité qu'ils vivent est rarement isolée à un seul domaine
- Les profils identifiés sont variés mais cumulent souvent plusieurs facteurs de vulnérabilité. Il s'agit notamment :
 - Des retraités isolés, majoritairement des femmes seules, confrontées à la solitude, à la baisse des ressources, et parfois à des problématiques de santé
 - De familles avec enfants vivant dans des conditions extrêmes
 - De personnes en rupture familiale ou issues de parcours psychiatriques, souvent désocialisées, sans réseau d'entraide
 - De travailleurs pauvres, dont les faibles revenus ne permettent pas d'accéder à un logement
 - De bénéficiaires du R.S.A en situation de santé fragile ou souffrant de troubles chroniques non suivis
 - De migrants ou primo-arrivants, qui ne bénéficient pas toujours d'un accompagnement suffisant pour maîtriser le français (F.L.E), les isolant davantage

Une mobilité difficile et des disparités territoriales fortes

- La question de la mobilité est centrale dans l'inclusion sociale : beaucoup de personnes précaires ont des difficultés à comprendre et utiliser les transports en commun, surtout lorsque ceux-ci ne sont pas pensés pour leurs besoins
 - Les horaires des bus ne correspondent souvent pas aux horaires des institutions (Caf, *France Travail*, associations), ce qui limite considérablement leur accès aux services
 - Dans les petites communes, l'absence de navettes locales renforce l'isolement des habitants, notamment les jeunes et les personnes âgées malgré les dispositifs de mobilité développés
- D'autant que sur le territoire, de nombreux dispositifs sont situés à Belley, centralisant ainsi, une grande partie des ressources
 - Toutes les communes ne bénéficient pas d'un C.C.A.S : même si certaines proposent de l'aide ponctuelle en cas d'urgence (via les commissions sociales), à certains publics, l'anonymat dans les villages les plus reculés, n'est pas assuré

Accompagnement des publics fragiles

Niveaux de vie

Des enjeux structurels qui freinent l'efficacité des actions

- Plusieurs obstacles structurels viennent limiter l'impact des actions mises en œuvre :
 - Une stratégie d' "aller-vers" encore trop limitée, alors que ce sont souvent les publics les plus éloignés qui ont besoin d'un accompagnement actif
 - Cette absence de "maillage fin" du territoire creuse encore davantage l'écart entre ceux qui peuvent bénéficier de l'aide disponible et ceux qui restent, malgré eux, hors des dispositifs
 - Une baisse des ressources financières affectant autant les collectivités que les associations : diminution des subventions, des dons etc

Des parcours d'accompagnement discontinus ou inadaptés

- L'accompagnement proposé, lorsqu'il existe, peut manquer de cohérence ou de continuité
 - Certains publics sont orientés de service en service, sans qu'un suivi global et personnalisé soit assuré
 - Les ruptures de parcours sont fréquentes : arrêt d'un accompagnement faute de personnel, fin de mission d'un professionnel, absence de relais entre structures
 - D'autres fois, le dispositif est disponible, mais inadapté au profil de la personne

Des dispositifs mal connus et peu lisibles

- En lien potentiel avec le point précédent, bien s'informer est également une difficulté identifiée par les publics en situation socio-économique difficile
 - 54,6% des répondants ne savent pas à qui s'adresser en cas de nécessité lorsqu'ils sont en difficulté dans leur vie quotidienne
 - Ce taux est particulièrement élevé dans les secteurs *Est - Massif du Grand Colombier* et du *Valromey*
 - Les veufs(ves), les familles monoparentales et les retraités sont plus nombreux à se sentir en difficulté
- L'information quant aux aides existantes ne touche qu'une personne sur deux : on constate un manque de connaissance des aides et dispositifs existants en matière d'accompagnement social
 - Le manque de lisibilité de l'offre, la multiplicité des acteurs et l'absence d'information claire entraînent un taux élevé de non-recours

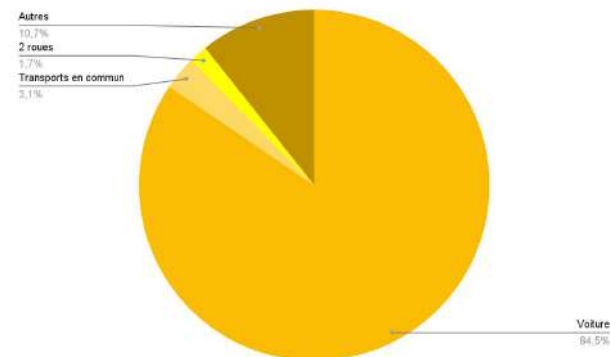
L'enjeu structurel de la mobilité sur le territoire

- Pour se rendre au travail, le mode de transport le plus utilisé est la voiture : 84,5% des trajets domicile-travail se font ainsi (+2,9% entre 2015 et 2021)
- La dépendance vis-à-vis de l'automobile est donc assez forte ; le taux d'équipement des ménages est lui aussi, assez élevé
- De même, 69% des actifs travaillent en-dehors de leur commune de résidence, indiquant donc des besoins en matière de mobilité plutôt importants
 - Une part importante des actifs travaille hors de l'intercommunalité, mais les flux entrants restent modestes par rapport aux autres pôles d'emploi
- Belley joue un rôle central : la commune concentre une grande partie des emplois, commerces et services médicaux
 - Rôle secondaire de Culoz et Artemare/Valromey : ces pôles structurent les déplacements de proximité

Des difficultés de mobilité qui, dans l'ensemble, concernent peu de personnes en proportion (mais qui elles-mêmes, vont concentrer les difficultés)

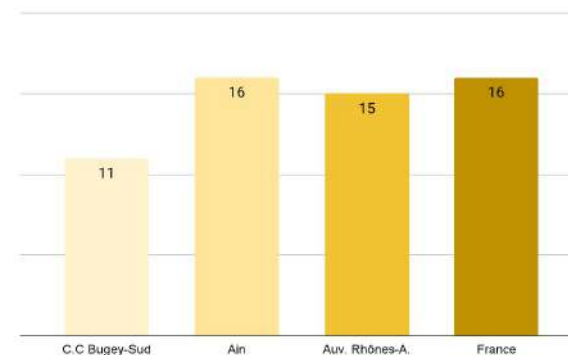
- Se déplacer n'est pas une difficulté largement vécue par les répondants : seulement 10,4% d'entre eux vivent des difficultés concernant leur mobilité
- Parmi ceux qui vivent des difficultés, cela concerne essentiellement l'accès aux loisirs pour les familles et leurs enfants et l'accès aux soins
 - 49,3% ont également des difficultés pour faire leurs courses
 - Les familles nombreuses, les familles monoparentales, ainsi que les retraités sont les plus exposés proportionnellement à cette dépendance
 - Le Valromey et l'avant-pays savoyard semblent être les zones les plus fragiles sur ce point
- Il faut aussi noter la réussite actuelle des dispositifs existants qui permettent de favoriser les déplacements d'un plus grand nombre (le transport à la demande notamment) mais qui ne touchent peut-être pas encore suffisamment les publics les plus fragiles

Trajet domicile-travail par mode de transport (2021)



Source : Observatoire des territoires

Temps médian du trajet domicile-travail par C.S.P en minutes (2021)

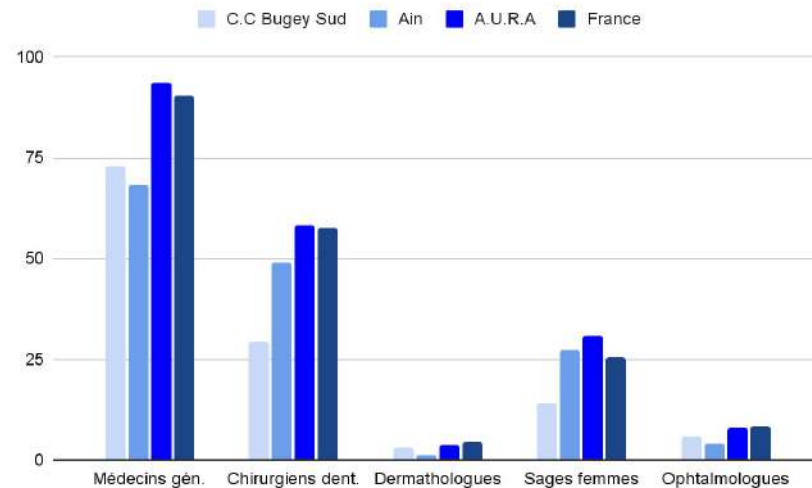


Source : Observatoire des territoires

Un territoire dont la densité médicale est fragile

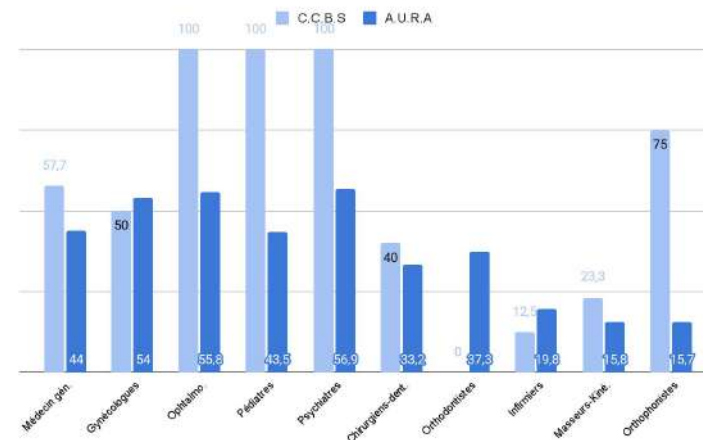
- Globalement, si l'on se réfère à la densité médicale des professionnels de santé, on remarque qu'elle n'est pas vraiment favorable sur le territoire intercommunal
 - 73 médecins généralistes pour 100 000 habitants sont présents
 - On dépasse les 90 à l'échelle régionale (92,7)
- Les tendances sont identiques pour les chirurgiens-dentistes (environ 29,3 pour 100 000 habitants contre presque 54 à l'échelle régionale), ou encore les cardiologues, les ophtalmologues, les gynécologues et les pédiatres
 - Toutefois, les infirmiers sont eux, assez nombreux
- Dans la même logique, il se trouve que la plupart des disciplines médicales enregistrent une densité de médecins de 55 ans ou plus, plus importante qu'ailleurs dans la région
 - Ainsi, 57,7% des médecins généralistes du territoire sont âgés de 55 ans ou plus, contre 44% en Auvergne Rhône-Alpes

Densité des disciplines médicales sur le territoire (2024)



Source : Observatoire des fragilités

Part de la présence de médecins de 55 ou plus, par discipline (2024)



Source : Communauté de communes Bugey-Sud

Un accès aux soins plutôt positif sur le territoire mais qui peut-être difficile pour certains publics

- De fait, 94,3% des habitants du territoire ont un médecin traitant (89% à l'échelle nationale)
 - Cette part, très importante, atteint 93,8% à Belley et est légèrement moins importante au sein du Q.P.V : 92,3%
 - Cette difficulté est particulièrement marquée dans le *Secteur du Valromey*, où jusqu'à 18% des répondants déclarent ne pas avoir de médecin traitant
 - À l'inverse, le *Secteur Centre - Plaine et pôle urbain de Belley* affiche un taux plus bas
 - Pour les répondants à l'enquête ayant un médecin traitant, 79,2% en ont un sur le territoire intercommunal (les enjeux de mobilité sont donc élevés)
 - Le secteur *Sud* présente le taux le plus élevé de patients hors territoire (se dirigeant vers la Savoie)
- Le taux de recours aux soins (patients ayant consulté au moins une fois par an) sur le territoire, est plutôt positif :
 - Ainsi, le taux de recours aux soins sur le territoire est de 81 %, contre 77 % à l'échelle régionale
- Enfin, notons tout de même que l'accès aux soins est la difficulté la plus couramment évoquée par les répondants à l'enquête à destination des habitants (pour 47% d'entre eux, cette difficulté est régulière)
 - Cette problématique est plus marquée dans les secteurs *du Valromey*, *du Sud* et de la part des publics plus fragiles
 - 57,4% des répondants disent rencontrer des difficultés pour se soigner, notamment pour ces raisons : les praticiens ne prennent pas de nouveaux patients (80,3%), les rendez-vous proposés sont dans trop longtemps (75,5%), les rendez-vous sont situés trop loin géographiquement (54,7%)

Les enjeux liés au Q.P.V

- D'après le dernier diagnostic O.R.S, plusieurs facteurs socio-économiques et indicateurs de précarité mettent en évidence une demande croissante d'accompagnement social (notamment au sein des Q.P.V) ainsi que des inégalités sociales d'accès aux soins importantes
- On note un taux de recours aux soins dentaires de 24,2% seulement ces 24 derniers mois, contre 30,8% à l'échelle intercommunale
 - Toutefois, il faut noter que le recours à un pédiatre semble plus favorable sur l'ensemble du territoire Q.P.V
 - Attention également au recours aux soins de la part des femmes au sein des Q.P.V, puisque le recours à un gynécologue (13%) ou bien à une mammographie (6,1%) est beaucoup plus faible qu'ailleurs au sein de la Communauté de communes Bugy-Sud (22,9% et 10,9%)

Le sujet croissant lié à la santé mentale

- En ce qui concerne la santé mentale des participants au questionnaire, nous retrouvons quasiment les mêmes proportions que pour la question liée à la santé physique : 85,2% la considèrent bonne, plutôt bonne ou très bonne
- Malgré le C.L.S.M, les acteurs rencontrés notent la difficulté à trouver des professionnels et/ou des interlocuteurs locaux sur ce sujet
 - L'accroissement des cas complexes est très largement mis en perspective
 - Les professionnels de la Protection Maternelle et Infantile (P.M.I) et du Centre de Planification et d'Éducation Familiale (C.P.E.F) par exemple, signalent une augmentation des dépressions *post-partum*, qui touchent 10 à 20% des femmes après l'accouchement
- L'accès aux soins spécialisés est difficile en raison de l'éloignement des structures adaptées

Constats qualitatifs par tranche d'âge en matière d'addiction

- Petite enfance et enfance (0 à 10 ans) :
 - Exposition précoce aux écrans, banalisation de l'alcool dans l'environnement familial, vulnérabilité périnatale (dépressions *post-partum* fréquentes, surtout chez les mères en situation de précarité)
- Adolescents et jeunes (11 à 24 ans) :
 - Consommation d'alcool banalisée, tabac et cigarette électronique (consommation dès 12 ans, notamment dans les quartiers prioritaires y compris autour des cigarettes électroniques), protoxyde d'azote et cannabis (accès facile aux cartouches de protoxyde (via internet et magasins de sport), addiction aux réseaux sociaux et contenus pornographiques)
- Adultes et seniors :
 - Consommation problématique d'alcool (présente dans toutes les classes d'âge, mais particulièrement chez les hommes seniors isolés), des comportements à risque, comme l'ivresse en journée, sont signalés par les travailleurs sociaux, polyconsommation alcool/tabac/cannabis (fréquente chez les publics en grande difficulté sociale), addiction aux médicaments (tramadol, benzodiazépines), problème particulièrement marqué chez les femmes de 40-50 ans

Une maîtrise insuffisante du français comme frein transversal

- La première difficulté majeure concerne la langue française, qui constitue un obstacle fondamental à la fois dans la vie quotidienne, dans les démarches administratives et dans l'accès à l'emploi
 - De nombreux primo-arrivants ne sont pas simplement en difficulté avec le français : ils relèvent de l'alphabétisation, n'ayant jamais été scolarisés dans leur pays d'origine
- D'autres ont un niveau très faible et sont confrontés à des parcours de formation linguistique qui ne correspondent pas à leur rythme d'apprentissage ni à leurs réalités de vie
- Les formations existantes demandent souvent des niveaux linguistiques (B1 voire B2) difficiles à atteindre dans un délai court, générant découragement et sentiment d'échec
 - Le manque de formations d'alphabétisation adaptée sur le territoire constitue un véritable angle mort, empêchant de nombreux primo-arrivants d'entrer dans les parcours classiques au contraire des publics illettrés ou en difficulté avec les savoirs de base, qui bénéficient d'une offre pleinement adaptée à leurs enjeux

Des conditions de mobilité physique et psychologique très restreintes

- La mobilité physique est une contrainte constante pour ces publics
 - Beaucoup ne sont pas véhiculés, vivent dans des zones excentrées, et les transports en commun sont rares ou inexistants
 - Cette situation touche particulièrement les femmes avec enfants, qui ne peuvent se rendre disponibles pour une formation si aucune solution de garde n'est proposée
- À cela s'ajoute une mobilité psychologique réduite, souvent liée à un manque de confiance, une peur de l'échec ou une forme d'auto-exclusion sociale

Une méconnaissance des droits et des démarches accentuée par l'illectronisme

- Les primo-arrivants font face à une grande méconnaissance des dispositifs administratifs et sociaux français
- Cette barrière cognitive est aggravée par un illectronisme marqué
 - Beaucoup ne savent ni utiliser un ordinateur, ni naviguer sur les sites institutionnels, ce qui les rend totalement dépendants

Une charge familiale et culturelle qui empêche parfois la participation aux actions

- Pour les femmes primo-arrivantes, la prise en charge des enfants constitue une contrainte majeure
 - Nombre d'entre elles refusent de les confier à une garderie, soit par manque de confiance, soit en raison de représentations culturelles ou de normes familiales
 - Les horaires des formations ne sont que rarement adaptés à leur réalité
- Les initiatives qui proposent des formations calées sur les horaires scolaires (comme le parcours "*Autonomie au féminin*" de *Go on Formation*) permettent de contourner cet obstacle, mais elles restent peu nombreuses

Une réelle volonté collective de coopération

- Le territoire de Belley et la Communauté de communes Bugey Sud en particulier, se distinguent par une forte culture du travail en réseau, en particulier animée par *Ecrit 01*, qui fédère environ 25 structures (centres sociaux, associations, organismes de formation, etc.)
 - Cette coordination permet une meilleure interconnaissance entre les acteurs, une mutualisation des ressources et une adaptation plus fine aux besoins locaux
- La dynamique partenariale est vivante, structurée et ancrée
 - Récemment, la C.C.B.S a renforcé son engagement afin de favoriser l'autonomie des primo-arrivants par la maîtrise de la langue française, faciliter l'accès aux droits, à l'emploi, aux services, au numérique, coordonner les acteurs locaux via le centre de ressources *Ecrit 01*, accompagner les projets professionnels, l'autonomie des femmes, la mobilité, etc

Des expérimentations locales réussies et reproductibles

- Des expérimentations réussies existent, notamment en F.O.S (Français sur Objectif Spécifique), mais elles restent concentrées sur d'autres territoires comme Ambérieu, et insuffisamment développées à Belley
- Le territoire a su toutefois développer des dispositifs innovants, comme l'atelier "*Première marche*" (accompagnement à la remobilisation des publics en situation d'illettrisme), ou encore le parcours "*Autonomie au féminin*" porté par *Go on Formation*
- Ces actions permettent aux publics éloignés de la formation ou de l'emploi de reprendre confiance et d'accéder à une première marche vers l'autonomie
- Ces actions, bien que locales, sont reconnues pour leur efficacité et leur impact

Une adaptation progressive aux réalités sociales du public

- Des efforts sont faits pour ajuster les modalités des formations aux contraintes des primo-arrivants, par exemple :
 - Des horaires adaptés aux temps scolaires pour les mères de famille
 - Une préparation au D.E.L.F locale, évitant des déplacements stressants
 - L'utilisation d'outils numériques (ex : application de suivi pédagogique) pour accompagner même les plus isolés
- L'approche "sur-mesure" est une marque de fabrique du territoire

Un accès aux droits qui reste une difficulté pour une petite partie de la population

- Les démarches administratives ne semblent pas constituer une difficulté majeure pour la plupart des répondants à l'enquête diffusée (81,9%)
- Deux domaines principaux apparaissent comme plus contraignants
 - L'accès à la santé (70,2%)
 - Les personnes seules (mères/pères isolé(e)s, veufs(ves), les plus de 60 ans, et les employés sont surreprésentés
 - La réalisation de démarches administratives en ligne (43%)
 - Ce point touche fortement les 60-74 ans et les 75 ans et plus, mais aussi les familles monoparentales

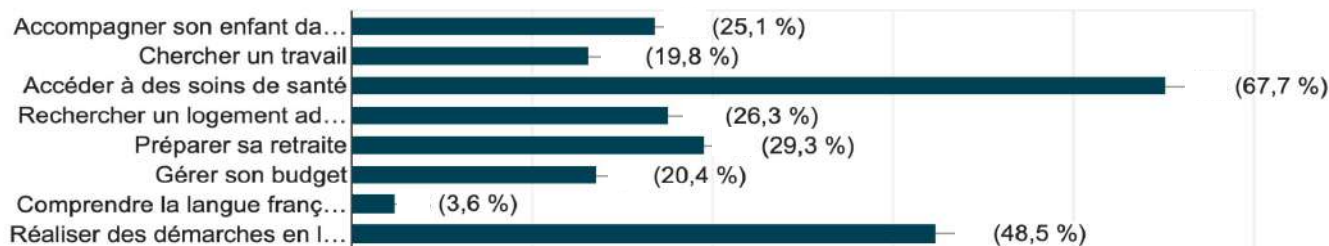
Un enjeu central mais difficilement atteignable

- L'accès aux droits constitue un enjeu fondamental pour les populations du territoire, mais il demeure fortement entravé par une série de freins d'ordre social, administratif et technologique
- Le phénomène du non-recours aux droits est particulièrement préoccupant : de nombreuses personnes ne sollicitent pas les aides auxquelles elles ont droit (aides au logement, prestations de santé, dispositifs liés au handicap, etc.)

Des obstacles multiples et cumulatifs ; le numérique, une barrière majeure

- Une fracture numérique profonde traverse le territoire
 - En-dehors de la ville de Belley, l'équipement en matériel informatique et la qualité de la connectivité sont limités
- De nombreux habitants n'ont pas accès à un ordinateur ou à une imprimante, et maîtrisent mal les outils numériques
 - Au Centre social, six ordinateurs sont disponibles, mais ils sont très peu utilisés, faute d'accompagnements
 - Pourtant, les besoins sont considérables : envoyer un *e-mail*, comprendre un devis, remplir un formulaire en ligne, ou simplement utiliser *Excel* ...

Dans quels domaines administratifs avez-vous des difficultés ?



Une information peu lisible et mal diffusée

- Le manque d'informations claires et accessibles sur les dispositifs existants constitue un frein important à l'accès aux droits
- Les usagers ont peu de connaissances des aides disponibles, et les rôles respectifs des différents acteurs (C.C.A.S, Caf, France Services, etc.) restent flous, y compris chez certains professionnels de l'action sociale
 - Parmi ceux qui vivent des difficultés administratives, 45,8% des répondants connaissent les dispositifs d'aide et de soutien en matière d'accès aux droits et de réalisation des démarches administratives (France Services, écrivains publics, ...)
 - Parmi eux, 33,9% s'y sont déjà rendu
 - Les habitants du secteur Centre - Plaine et pôle urbain de Belley et du secteur Albarine - Plaine de l'Ain utilisent davantage ces dispositifs, tandis que ceux du secteur Est - Massif du Grand Colombier semblent nettement moins concernés
- Les outils de communication actuels sont jugés peu compréhensibles ou mal adaptés aux réalités des publics concernés

Des publics très variés, aux vulnérabilités spécifiques

- Différents profils rencontrent des difficultés spécifiques dans l'accès aux droits :
 - Les personnes âgées, souvent isolées et issues des villages, ont peu recours à des dispositifs comme la domiciliation et rencontrent des problèmes d'accès à l'information
 - Les jeunes qui sont confrontés à une instabilité administrative et sociale
 - Les parents, notamment en situation de précarité, ont du mal à utiliser les outils numériques scolaires (comme Pronote) et à accompagner la scolarité de leurs enfants

L'accès aux droits dans le cadre de l'accès aux soins : une autre problématique visible

- Le parcours de soins est souvent vécu comme un véritable parcours du combattant
 - La prise de rendez-vous, les déplacements, la compréhension des démarches médicales représentent autant d'obstacles
- Les plateformes numériques de prise de rendez-vous, comme Doctolib, sont peu accessibles pour les personnes éloignées du numérique
- À noter toutefois, une initiative locale intéressante : la volonté de création d'une mutuelle communale à Belley qui pourrait être une piste à creuser en fonction des résultats qui émaneront de l'A.B.S.
 - Une mutuelle communale déjà en place à Culoz-Béon mais dont les effets sont en réalité, assez neutres
- Enfin, malgré l'existence de dispositifs d'écoute psychologique, leur portée reste limitée

La mobilité : un frein transversal à l'accès aux droits mais qui tente d'être gommé

- L'absence ou l'insuffisance de solutions de mobilité vient renforcer toutes les difficultés précédentes
- Notons toutefois le fait que France Services cherche à s'approcher le plus possible des habitants du territoire

Logement

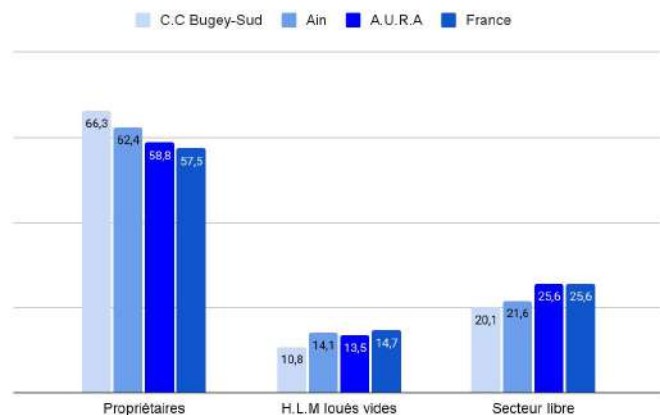
La composition du parc de logements de la Communauté de communes Bugey-Sud

- Le nombre de logements s'est accru ces dernières années : 78,2% des logements sont des résidences principales
- La part des résidences secondaires est plutôt élevée (11,8%)
- Enfin, on recense une part de logements vacants assez élevée : 10%

Des situations de fragilité face au logement qui semblent légèrement moins présentes

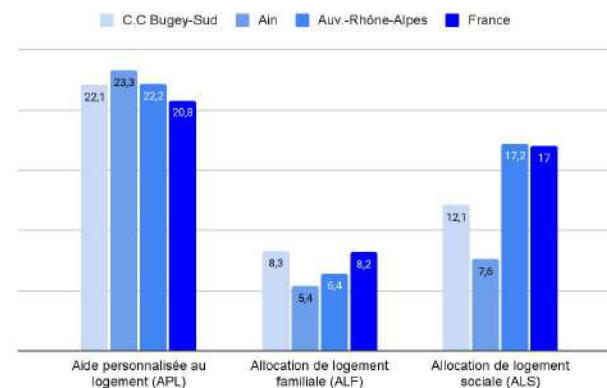
- La part de propriétaires sur le territoire intercommunal, est plutôt élevée : 66,3%
- Notons que 9,8% des logements ont été construits avant 1946 ; une part assez élevée
 - Un aspect mis en évidence par le diagnostic du Contrat de Ville notamment : un parc immobilier vieillissant, nécessitant des travaux de rénovation énergétique et d'amélioration du confort, notamment s'agissant du parc social
- Le taux de pauvreté des ménages locataires n'est pas alarmant même si ce dernier concerne toutefois 23,6% du public en question
- Dans le même temps, la part des logements sur-occupés est assez faible
 - 2,3% des logements sont concernés (4,8% à l'échelle nationale)
- Concernant les aides au logement, la part des bénéficiaires des aides en question (dont l'A.P.L.) n'est pas plus forte qu'ailleurs : 22,1% des foyers allocataires sont concernés, contre 23,3% dans l'Ain
- Enfin, le bien-être au sein du logement semble plutôt évident : 89,6% des répondants disent s'y sentir bien
 - Ce sentiment traverse tous les statuts d'habitation, y compris chez certains locataires du parc social, ce qui traduit un ancrage positif dans le cadre de vie local
 - Ceux qui ne s'y sentent pas bien sont issus des trois types d'habitation, même si on retrouve plus souvent des familles monoparentales

Part des résidences principales par mode d'occupation en % (2021)



Source : Observatoire des territoires

Part des bénéficiaires d'une aide au logement par type en % (2021)



Source : Caf

La tension observable sur le parc social

- Dans le même temps, la part des personnes occupant un logement social loué vide est peu élevée : 10,8% (ce qui représente 1 615 résidences principales, pour 3 625 personnes)
 - 65 % des logements sociaux sont concentrés à Belley
 - Le parc est vieillissant : 52 % des logements ont une performance énergétique faible)
 - 507 demandes actives en 2021 (augmentation de 2,42 % en 6 ans) sont enregistrées
 - Une majorité des demandeurs sont des personnes seules ou des familles monoparentales pour un délai d'attente moyen de 11 mois
 - 220 attributions sont enregistrées en 2021, dont 74 % pour des nouveaux entrants dans le parc social
- Les tensions sur le logement social sont fortes, notamment du fait d'une offre insuffisante pour certains publics prioritaires comme les personnes en situation de handicap, les jeunes en insertion ou les familles précaires
 - La constitution des dossiers est souvent perçue comme fastidieuse, complexe, et opaque, ce qui freine l'accès effectif aux droits
- La situation est d'autant plus problématique que le parc immobilier existant est largement inadapté : beaucoup de logements sont vétustes, mal isolés, voire insalubres

Des publics particulièrement vulnérables

- Plusieurs catégories de population sont particulièrement touchées par cette crise du logement
 - Chez les seniors, le logement devient un facteur aggravant de leur isolement et de leur perte d'autonomie si ce dernier ne facilite pas leur mobilité et leur indépendance
 - Les familles précaires, quant à elles, sont confrontées à une insécurité résidentielle croissante : des situations alarmantes sont relevées, notamment chez des travailleurs pauvres qui, malgré une activité professionnelle, ne peuvent accéder à un logement
 - Les jeunes, itinérants (jeunes travailleurs, présents sur le territoire pour un court laps de temps) ou non, à la recherche d'un logement

Logement

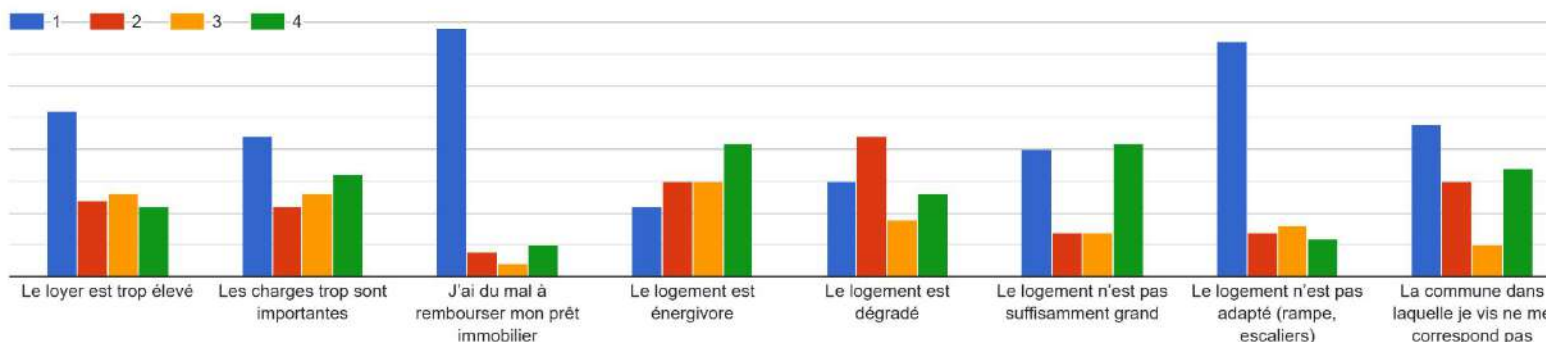
Le paiement des charges et la précarité énergétique comme principales difficultés évoquées

- En lien avec les éléments évoqués précédemment, les principales difficultés que peuvent vivre les habitants concernant leur logement sont très largement les aspects liés à :
 - La précarité énergétique (52%) : cela touche particulièrement les propriétaires du secteur *Albarine - Plaine de l'Ain*, ainsi que les locataires dans le *secteur Sud*
 - On retrouve ensuite des problématiques liées à la taille du logement (40%), concernant davantage les familles nombreuses (près de 67% d'entre elles)
 - Notamment dans le parc social, où l'offre de grands logements est plus limitée
 - Arrive ensuite le coût des charges (32%)

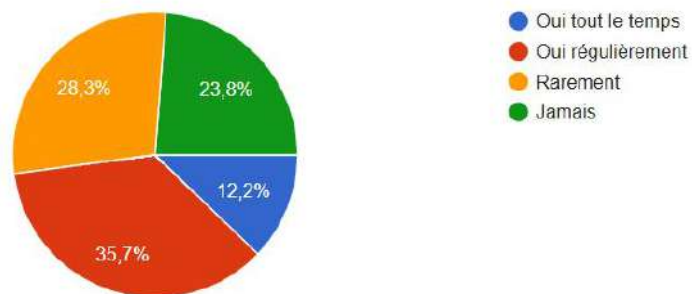
L'accès à l'information difficile concernant le logement

- Plus d'un répondant sur deux (51,4%) ne sait pas à qui s'adresser en cas de difficultés liées au logement
- Compte tenu des besoins exprimés, un travail autour de la communication concernant les aides disponibles pourrait être réalisé sur le territoire
- Ce déficit d'information est particulièrement marqué chez les retraités et chez certaines C.S.P (les moins favorisées)
 - Les répondants du *secteur du Valromey* et du *secteur Albarine - Plaine de l'Ain* signalent davantage cette méconnaissance
 - Il serait donc pertinent de mettre en place des actions de sensibilisation par l'intermédiaire des structures de proximité (*France Services ?*) autour de ces sujets

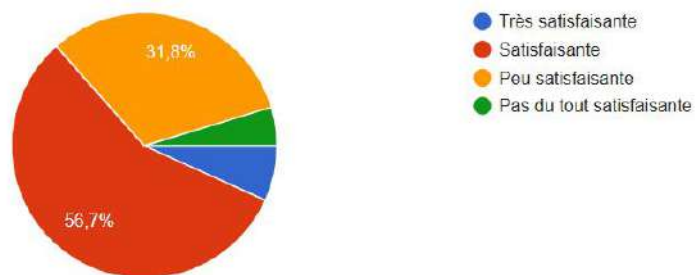
Si non, quelles sont les difficultés que vous pouvez vivre ? (Notez chaque proposition de 1 à 4, 1 correspondant à une non-difficulté, 4 comme une importante difficulté)



Pratiquez-vous une activité proche de chez vous ?



Que pensez-vous de l'offre du territoire en matière d'animation de la vie locale ?



Un taux d'équipement assez important

- Le territoire de la Communauté de communes Buguey-Sud bénéficie d'un nombre d'équipements culturels et sportifs tout à fait correct concernant la gamme de proximité : 38 équipements existent pour 10 000 habitants
- Toutefois, plusieurs études et notamment, le Contrat de Ville, mettent en évidence à Belley, des problèmes d'aménagement urbain, avec des espaces publics parfois dégradés ou inadaptés aux besoins des habitants

Une implication associative et sportive des habitants en dents de scie

- La Communauté de communes Buguey-Sud compte 22,1 licenciés sportifs pour 100 habitants, une part légèrement plus faible qu'ailleurs
 - Ainsi, 43 enfants sur 100 sont licenciés au sein d'une association sportive (47,2% et à l'échelle départementale)
 - 35% des 15-29 ans sont concernés, également (31% dans l'Ain)
- Notons enfin que l'implication des femmes sur le territoire est globalement très importante, peu importe la tranche d'âge

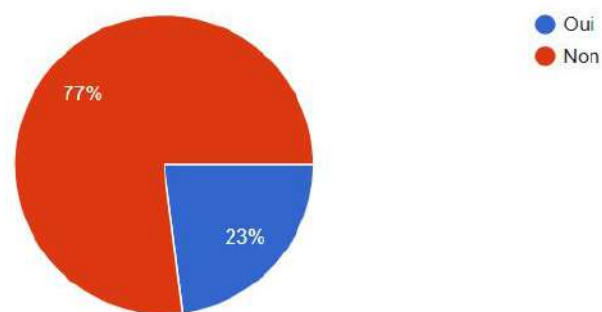
Une participation aux animations locales très importante s'agissant du sport, mais qui l'est moins s'agissant des autres activités

- 47,9% des répondants pratiquent une activité régulièrement ou quotidiennement
- Les activités pratiquées sont essentiellement sportives (85%), mais aussi culturelles, dans une moindre mesure (29,3%)
 - Les habitants du *secteur Centre - Plaine et pôle urbain de Belley* déclarent une plus forte pratique d'activités culturelles, à la différence du *secteur du Valromey*, où l'offre culturelle semble perçue comme plus limitée
 - 28,3% en pratiquent rarement, mais surtout 23,8% jamais
 - Parmi ceux qui n'en pratiquent jamais, on retrouve proportionnellement de nombreuses femmes, notamment des mères en situation de monoparentalité ou à la tête de familles nombreuses, surtout dans les secteurs *Est - Massif du Grand Colombier* et du *Valromey*
 - En effet, la raison première invoquée par les personnes ne pratiquant pas d'activité est le fait de devoir s'occuper des enfants (42,5%) ou le manque de connaissance de l'offre (37,3%)

Un regard mitigé de la part des habitants concernant l'animation de la vie locale

- 1 habitant sur 2 pratique régulièrement une activité proposée sur le territoire intercommunal (48,6%)
 - Ceux qui n'utilisent pas ces dispositifs évoquent le manque de temps (40,4%), mais aussi le manque d'attrait pour les activités proposées (38,3%) et le manque d'information (35,9%)
- Les avis sont mitigés concernant l'offre du territoire en matière d'animation de la vie locale : 63,4% la considèrent satisfaisante ou très satisfaisante
 - 36,6% la trouve peu satisfaisante ou pas du tout satisfaisante
 - Les répondants des secteurs *Est - Massif du Grand Colombier* et *du Valromey* sont plus critiques
- 23% des répondants évoquent le fait de se sentir exclu(e) des activités sociales ou de la vie locale sur le territoire
 - Une part non-négligeable qui peut témoigner d'un réel besoin pour ces personnes
 - On retrouve en proportion, parmi ces répondants, de nombreuses mères, qu'elles soient en situation de monoparentalité ou non, ainsi que des seniors
- Deux axes d'amélioration principaux sont envisagés par les répondants au questionnaire
 - Permettre aux communes les plus petites de pouvoir proposer des animations plus régulières (proposer davantage d'animations délocalisées sur le territoire)
 - De plus, 64,1% des habitants aimeraient qu'il y ait davantage d'événements permettant la mixité sociale sur le territoire (partage des cultures, activités intergénérationnelles, ...)

Vous arrive-t-il de vous sentir exclu des activités sociales ou de la vie locale ?





Hugo RODRIGUEZ

Directeur associé

hugo.rodriquez@adelia-conseil.fr

06.46.04.42.53